

[Home](#)

Voici le rapport annuel 2018 de la Police Fédérale. Il est cette fois quelque peu différent car :

- uniquement présenté au format digital, conformément à notre politique de digitalisation ;
- sur le plan du contenu, plus convivial pour le lecteur externe. Nous avons en effet renoncé à la traditionnelle présentation, calquée sur la structure de notre organisation, pour adopter une approche plus transversale et thématique autour de quatre volets : Sécurité - Gestion de l'information - Nos ressources - La police comme employeur. Cette présentation permettant des comparaisons et estimations aisées et fiables sera maintenue ces prochaines années.



Ce rapport annuel "new look" se veut par ailleurs très visuel avec des tableaux clairs, des pictogrammes, des photos et des vidéos. Nous avons rendu sa lecture plus agréable, en l'agrémentant d'une série de success stories.

Merci au comité de rédaction, et tout particulièrement aussi à celles et ceux qui nous ont aidés à atteindre les résultats de cette année 2018. Notre mission est de "... contribuer à la sécurité et à la qualité de vie au sein de la société". Dans son rapport d'évaluation de juin 2019 sur l'optimisation de la Police Fédérale, le Conseil fédéral de police apportait la conclusion suivante : "Compte tenu de l'ensemble des facteurs, notamment le contexte de ces dernières années en matière de sécurité ainsi que les moyens et marges de fonctionnement dont elle a disposé, la Police Fédérale fonctionne dans l'ensemble de manière efficace et efficiente, entre autres grâce à l'optimisation réalisée...". **Le grand mérite en revient essentiellement aux milliers de collaborateurs/trices de la Police Fédérale.**

Le présent rapport ne manquera pas de le démontrer."

PREMIER COMMISSAIRE DIVISIONNAIRE MARC DE MESMAEKER
Commissaire général de la Police Fédérale



Sécurité

Notre mission : contribuer à la sécurité et à la qualité de vie au sein de

Gestion de l'information

L'information constitue la base de l'action policière. Sa gestion efficace est essentielle pour assurer la sécurité. Dans ce domaine, la transformation digitale est un défi que nous relevons progressivement.





[La Police Fédérale, une organisation](#)

Ressources humaines, financières, moyens logistiques et ICT sont

[La police comme employeur](#)

Recruter les bons profils, les bonnes personnes, les former au mieux et durablement reste un défi permanent.

Un aperçu de nos actions dans ces domaines lors de l'année écoulée.





Police Fédérale

✉ federal.contactcenter@police.belgium.eu

🌐 www.policefederale.be

Archives

[Rapport annuel 2017](#)

[Rapport annuel 2016](#)

Choix des langues

[Nederlands](#)

[Français](#)

Copyright ©2019 | Designed by [Police Fédérale](#)



Sécurité



[Home](#) / Sécurité

- En tant que composante de la Police Intégrée et maillon de la chaîne de sécurité, la Police Fédérale contribue à la sécurité et à la qualité de vie au sein de la société.
- Les membres de la Police Fédérale accomplissent leurs missions avec un professionnalisme remarquable dans divers domaines: la sécurité routière, l'ordre public, la lutte contre la violence, le terrorisme, les trafics illégaux, le trafic d'êtres humains, l'exploitation, la fraude...
- Pour mener à bien ces missions, ils accordent de l'importance au partenariat, à l'échange d'informations et à la coopération internationale.



[Migration et trafic de personnes et de biens](#)



[Sécurité routière](#)



[Les teams spécialisés](#)



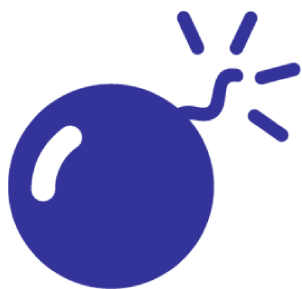
[Police et sécurité du citoyen](#)



[Gestion négociée de l'espace public](#)



[Sécurité en ligne](#)



[Terrorisme, extrémisme, radicalisme](#)



[Sécurité économique et sociale](#)



[Le partenariat, la clé du succès](#)

Police Fédérale

✉ federal.contactcenter@police.belgium.eu

🌐 www.policefederale.be

Archives

[Rapport annuel 2017](#)

[Rapport annuel 2016](#)

Choix des langues

[Nederlands](#)

[Français](#)

Copyright ©2019 | Designed by [Police Fédérale](#)



[Home](#) / [Sécurité](#) / Migration et trafic de personnes et de biens

Migration et trafic de personnes et de biens

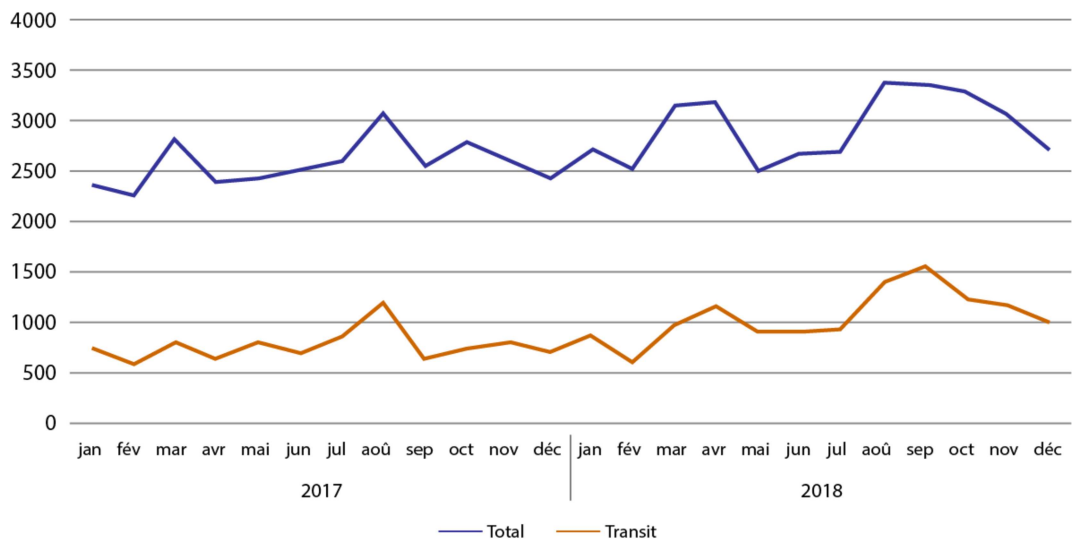
- L'année 2018 a été caractérisée par la gestion de la crise migratoire.
- Dans ce cadre, la lutte contre les trafiquants d'êtres humains reste une priorité.
- La lutte contre le trafic de drogues se poursuit avec, notamment, la saisie de plus de 52 tonnes de cocaïne et le démantèlement de 10 laboratoires clandestins.

Interceptions d'étrangers en séjour irrégulier

Les services de police interceptent régulièrement des personnes séjournant illégalement en Belgique. Il s'agit de personnes que l'on soupçonne, lors d'un contrôle, de ne pas satisfaire aux conditions nécessaires pour séjourner ou se déplacer légalement sur le territoire belge.

L'Office des étrangers détermine si un étranger en séjour irrégulier est également un "transmigrant" en fonction de différents critères. Pour la plupart, ces personnes essaient de se rendre clandestinement au Royaume-Uni.

Depuis 2016, un service spécifique de la Direction des opérations de police administrative (DAO/Migration) suit ce phénomène.



Gestion des frontières

Contrôles frontières par la Police Aéronautique dans les aéroports

- Passagers contrôlés en 2ème ligne : 39 185
- Rapports à l'Office des étrangers : 7 054
- Refus : 2 940
- Documents d'identité faux et falsifiés
 - Dossiers : 3 648
 - Documents saisis : 1 637
 - Imposteurs* : 249
 - Faux documents** : 620
 - Documents falsifiés*** : 768

* Un imposteur utilise un document authentique et valable à des fins frauduleuses (généralement sur base de son apparence).

** Le faux document est totalement contrefait

*** Un document falsifié est un document original dans lequel on a apporté des modifications. Par exemple, une photo sur un document d'identité, une date sur un visa, une nouvelle page d'identité dans un passeport existant.

Airport Police: The safest way to cross the border

**Immigration – contribution de la Police Aéronautique***Trafic des êtres humains***23***Arrestations**Éloignements*

- Refoulements : 2 399
- Rapatriements : 3 509

Contrôles frontières par la Police des Chemins de Fer à Bruxelles-Midi (Eurostar)

- Personnes en séjour illégal interceptées : 186

Constatations sur les trains internationaux (Paris, Amsterdam...) par la Police des Chemins de Fer

- Nombre de fonctionnaires de police engagés : 317
- Trains contrôlés : 374
- Procès-verbaux : 143
- Arrestations judiciaires : 79
- Mises à disposition (judiciaires) : 4
- Arrestations administratives : 63



Contrôles frontières par la Police de la Navigation dans les ports maritimes

- Marins contrôlés administrativement : 634 178
- Passagers contrôlés physiquement : 457 111
- Visas individuels octroyés : 4 347
- Clandestins découverts : 28

Criminalité contre les personnes – contribution de la Police de la Navigation



*Personnes interceptées en séjour illégal**

* dont 901 interceptées au moyen du détecteur CO₂ et 1 457 grâce aux chiens engagés pour les contrôles immigration

- Arrestations judiciaires dans le cadre de la migration illégale : 3
- Actions : 216

Indicateurs dans le cadre des contrôles frontières

E-gates



*Nombre d'e-gates: 24
Contrôles : 3 142 108*



Frontex

Les missions Frontex sont des missions de contrôles aux frontières extérieures de l'Union européenne.

16 418



Heures prestées

Contribution aux missions Frontex

- Police des Chemins de Fer : 575 heures
- Police de la Navigation : 5 031 heures
- Police Aéronautique : 8 505 heures
- Police de la Route : 280 heures
- Direction des opérations de police administrative : 2 027 heures

“Après la crise provoquée par la vague d'attentats terroristes, nous sommes dans la finalisation des dossiers judiciaires initiés en 2015, 2016 et 2017.

Ce n'est que progressivement que nous retournons à notre métier principal, la lutte contre les manifestations complexes de la criminalité sans préjudice pour les métiers "connexes" de la Direction générale de la police judiciaire, je pense notamment au recueil et au traitement structurés de l'information.

Autant de défis qui nous déterminent à travailler ensemble avec toutes les composantes de la Police Intégrée et de la Police Fédérale en particulier.”



PREMIER COMMISSAIRE DIVISIONNAIRE CLAUDE FONTAINE

Ex-directeur général
de la police judiciaire

Traite et trafic des êtres humains

Dans le cadre de la lutte contre le trafic et la traite des êtres humains, les enquêteurs de la Police Judiciaire Fédérale ont presté 189 264,87 heures, soit 7 % de la capacité d'enquête.

Nouvelle directive pour l'approche judiciaire des trafics d'êtres humains

La Note-cadre de sécurité intégrale du gouvernement prévoit que l'on garde le trafic des êtres humains à l'œil pendant les contrôles effectués en matière de « transmigration ». Une directive doit éclaircir ce point de la Note-cadre. En 2018, un groupe de travail a été créé sous la présidence d'un avocat général, afin d'actualiser la directive de 2011 relative à la recherche et aux poursuites du trafic des êtres humains. La Police Fédérale (DJSOC - Traite des êtres humains) a participé à la rédaction de la nouvelle directive « trafic des êtres humains » (circulaire COL.13/2018).

Trafic et traite des êtres humains découverts grâce à des transactions financières suspectes ou inhabituelles

En 2018, le Bureau de la cellule interdépartementale de coordination de la lutte contre le trafic et la traite des êtres humains ainsi que la Cellule de traitement des informations financières (CTIF), la Justice et la Police Fédérale (DJSOC - Traite des êtres humains) ont élaboré une brochure d'information pour le monde bancaire. Cette brochure contient des indicateurs permettant de détecter des transactions suspectes/inhabituelles qui pourraient laisser présager du trafic ou de la traite des êtres humains, et ce afin de les signaler.

Opération Médusa : pleins feux sur le trafic des êtres humains

L'opération Médusa a été lancée à la fin du mois de septembre 2015. Elle vise la transmigration par les chemins de fer (lignes à risque), les ports, les autoroutes (et leurs parkings) et les aéroports (vols à risque).

Un des objectifs principaux des services de police est de récolter des éléments de preuve pour coincer les trafiquants d'êtres humains qui exploitent la situation précaire des victimes et compromettent la sécurité de la société.

Nous voulons endiguer le phénomène en identifiant les bandes de trafiquants et en cartographiant leurs itinéraires (inter)nationaux le plus précisément possible. Il s'avère nécessaire de concevoir une image du phénomène pour lutter efficacement contre les trafiquants d'êtres humains (et les responsables de traite des êtres humains).

La Police Fédérale engage quotidiennement de la capacité provenant de la Police des Chemins de Fer, de la Police Fédérale de la Route et de la Police Aéronautique. Des membres du personnel des corps d'intervention offrent un appui supplémentaire là où cela s'avère nécessaire. Le phénomène de la transmigration entre en outre dans le cadre des missions de surveillance et de patrouille des équipes planifiées.

Chaque contrôle, même le plus modeste, est utile car il présente un effet dissuasif.

Les services de police contrôlent de manière ciblée les vols, les itinéraires routiers et les trains à risques, mais ils restent également flexibles s'ils constatent que les itinéraires sont modifiés.



Trafic de drogues

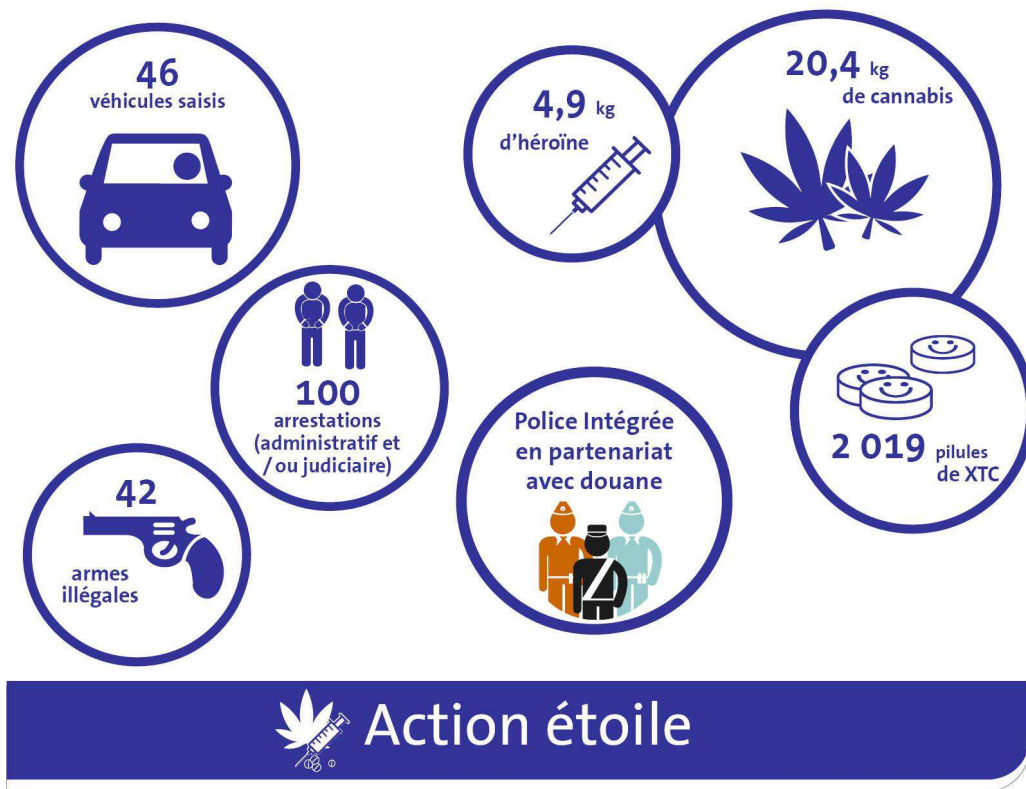
Dans le cadre de la lutte contre le trafic de drogues, les enquêteurs de la Police Judiciaire Fédérale ont presté 304 317,1 heures soit 11 % de la capacité d'enquête.

Étoile contre le tourisme de la drogue

Les actions Étoile sont issues d'une collaboration entre la Police Fédérale et la Police Locale (et parfois la douane). Elles visent le trafic de drogues et en particulier, le tourisme de la drogue dans les régions frontalières.

Les services de police ont contrôlé 7 242 personnes et plus de 5 800 véhicules sur les routes, le rail et les voies navigables. Près d'une

personne sur dix était en possession de produits illégaux.



Plus de 1 000 plantations de cannabis démantelées

En 2018, plus de 1 000 plantations de cannabis ont une fois encore été démantelées, mais il en reste encore beaucoup d'autres en exploitation. Plus de 250 000 plants ont été détruits. Les services de police y ont également découvert 1,3 tonne de marijuana, plus de 600 000 euros et 21 armes.

Drogues synthétiques : danger pour l'homme et l'environnement

En 2018, les services de police ont démantelé 10 laboratoires de drogue et 7 entrepôts. Pour la plupart, les laboratoires produisaient des amphétamines à échelle industrielle, soit une capacité de production de millions de pilules d'ecstasy ou de centaines de litres d'amphétamine en un minimum de temps (par exemple une semaine).

Ajoutons qu'un total de plus de 100 tonnes de déchets issus de 38 déchargements illégaux ont été nettoyés. Les déchargements illégaux ont un impact très nuisible sur l'environnement. Ils sont également dangereux pour les passants ou les riverains car il s'agit souvent de déchets inflammables ou corrosifs.

Ces interventions délicates de démantèlement pour lesquelles le Clan Lab Response Unit peut être mobilisé, sont le résultat d'une collaboration étroite entre la Police Judiciaire Fédérale, les laboratoires de la Police Technique et Scientifique, les services locaux de recherche, la protection civile, les pompiers et l'Institut national de criminalistique et de criminologie (INCC).



La cocaïne et sa valeur marchande colossale

En 2018, la lutte contre l'importation et l'exportation de cocaïne a débouché sur la saisie de 52,8 tonnes de cette drogue en Belgique (en 98 prises), dont 49,8 tonnes dans le port d'Anvers. Dans les pays sources, un volume comparable a été saisi, à savoir 52,8 tonnes en 90 prises. Ces chiffres illustrent l'ampleur et la gravité du trafic de drogue international. Les prises sont le fruit de la collaboration nationale et internationale entre les différents services de police, mais aussi avec la douane.

La valeur marchande des drogues est énorme, soit au minimum 2 640 000 000 euros, uniquement en ce qui concerne la cocaïne saisie en Belgique.



Lutte contre le trafic de déchets

Saisie de :

- 40 véhicules illégaux
- 13,5 tonnes de DEEE (déchets d'équipements électriques et électroniques)
- 308 tonnes de textile



Police Fédérale

✉ federal.contactcenter@police.belgium.eu

🌐 www.policefederale.be

Archives

[Rapport annuel 2017](#)

[Rapport annuel 2016](#)

Choix des langues

[Nederlands](#)

[Français](#)

Copyright ©2019 | Designed by [Police Fédérale](#)



Police et sécurité du citoyen

- 3 407 personnes identifiées comme suspectes ont été arrêtées par la Police Judiciaire Fédérale pour leur implication supposée dans divers phénomènes criminels.
- Avec un taux d'élucidation de 60 %, le succès des avis de recherche dans les médias ne se dément pas.
- La nouvelle Direction de la sécurisation (DAB) s'installe progressivement dans le paysage policier.

Depuis ma prise de fonction fin mai 2019, j'ai pu m'entretenir avec de nombreuses autorités judiciaires, administratives et nos partenaires. À chaque fois, j'ai été frappé par les attentes fortes exprimées à notre égard, mais aussi combien le travail de nos collaborateurs est apprécié.



Tant les attentes envers la Police Judiciaire Fédérale (DGJ) que la qualité reconnue de son personnel sont des éléments qui me réjouissent et sur lesquels nous pouvons miser pour l'avenir.

J'ai récemment pu suivre de près plusieurs opérations d'envergure réussies, elles sont le témoin de la capacité à nous mobiliser et de l'expertise qui est la nôtre. Nous avons le devoir d'offrir aux citoyens la sécurité qu'ils méritent et, pour ce faire, la DGJ tient à rester un partenaire fiable, prête à relever les défis qui se profilent et avec l'ambition de constamment chercher le meilleur chemin pour y parvenir. »

COMMISSAIRE DIVISIONNAIRE ERIC SNOECK
Directeur général a.i.
de la police judiciaire

Lutte contre les phénomènes de criminalité

Tous les dossiers

Phénomènes	%
Violence - assassinat et meurtre	10,04%
Terrorisme	9,00%
Drogues - cocaïne - importation et exportation	7,54%
Ecofin - blanchiment	6,08%
Vols - criminalité organisée contre les biens par des groupes d'auteurs itinérants	5,50%
Drogues - cannabis - production	4,50%
Trafic des êtres humains	4,12%
Ecofin - escroquerie	3,95%
Ecofin - fraude fiscale	3,47%
Traite des êtres humains - exploitation sexuelle	2,66%
Autres (93 phénomènes)	43,13%
Total	100%

Arrestations

Phénomènes	Nombre d'arrestations*
Drogues - cocaïne - importation et exportation	394
Vols - criminalité organisée contre les biens par des groupes d'auteurs itinérants	314
Drogues - cannabis - production	251
Violence - assassinat et meurtre	223
Trafic des êtres humains	171
Ecofin - escroquerie	131
Terrorisme	112
Drogues - drogues synthétiques - production	106
Ecofin - blanchiment	104
Vols - dans des habitations - sans arme (non commis par des auteurs itinérants)	104
Autres (50 phénomènes)	1 497
Total	3 407

* Par "arrestation", il convient de comprendre ici la privation de liberté judiciaire de toute personne identifiée comme suspecte, conformément à la loi Salduz (catégorie IV).

Dossiers de blanchiment

1134



Nombre d'enquêtes en cours concernant des pratiques de blanchiment*

* dont 351 nouveaux dossiers ouverts en 2018 ; une augmentation par rapport à 2017 (975 dossiers).

Un dossier de blanchiment peut mener à des résultats qui dépassent la seule valeur fiduciaire. Ainsi, outre les saisies réalisées (près d'un 1,9 million d'euros), une enquête a permis de préserver un morceau de patrimoine culturel belge en rapatriant sur le sol national des planches de bande-dessinées inédites d'un auteur très connu.

Abus sexuel sur mineurs

40



victimes identifiées

9



auteurs identifiés

La cellule Pédopornographie de la Direction Serious Organised Crime (DJSOC) de la Police Fédérale a identifié 40 victimes et 9 auteurs en 2018, ce qui représente une augmentation par rapport aux 17 victimes identifiées en 2017. Depuis 2009, cette équipe a identifié 199 victimes belges et 103 auteurs belges.

L'identification de victimes et/ou auteurs sur la base d'images est un travail de bénédictin : dans le cadre de dossiers importants (c.-à-d. en cas de saisie d'une multitude d'images), les enquêteurs "scannent" parfois des milliers d'images en une journée, à la recherche de pistes.

Criminels en fuite

345*Criminels en fuite arrêtés**

- 98 en Belgique
- 247 à l'étranger

* dont 44 par la Fugitive Active Search Team (FAST).

Recherche et signalement

418*Avis de recherches publiés dans les médias*

Dans 250 cas (60 %), la publication a permis d'élucider l'affaire.

Cela souligne la plus-value des avis de recherche et des appels à témoins publiés dans les médias.

Missions de protection

3 428*Missions VIP* dont 105 à l'étranger***923***Escortes de transport de fonds inter/intracitoyens******388***Transferts de détenus dangereux*****62***Escortes Banque nationale (BNB)*

31



Autres transports (diamants, art et nucléaire)

* 1 mission représente la protection d'un VIP par jour.

** 1 mission représente le transfert d'un détenu par jour.

*** 1 escorte représente la protection d'un fourgon par jour.



Success Story

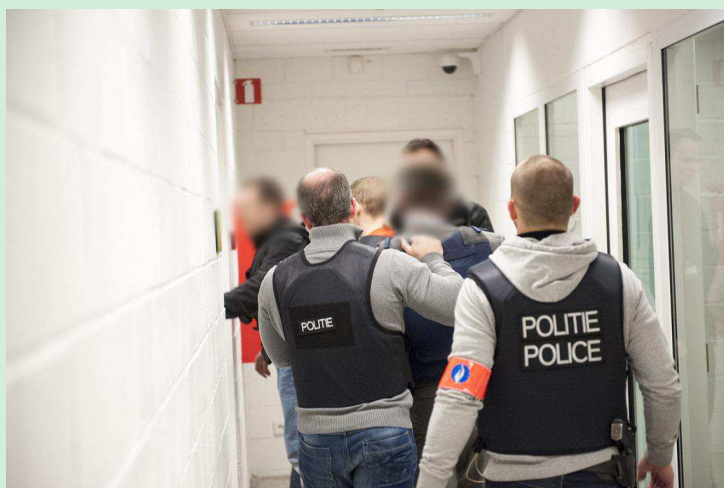
Des transferts à hauts risques

Le procès de Salah Abdeslam et Sofian Ayari, pour leur participation à une fusillade avec des policiers trois jours avant leur interpellation en mars 2016, s'est tenu à Bruxelles en avril 2018.

Ce fut un exemple de réussite en matière de transfèrement de détenus dangereux, depuis la France, mais également au niveau de la collaboration policière qui fut optimale malgré le caractère extrêmement sensible et complexe de cette mission à risques.

Après environ un mois de préparation et quatre jours de procès, le bilan est très positif grâce à l'investissement des membres de la Direction de la protection mais également de ses partenaires :

- le président du tribunal de première instance et les collaborateurs du palais de justice de Bruxelles ;
- le Groupe d'intervention de la Gendarmerie nationale française (GIGN) ;
- les unités spéciales françaises avec lesquelles nous avons collaboré pour l'extradition de Salah Abdeslam vers la Belgique ;
- la Direction des unités spéciales de la Police Fédérale, dont une équipe de réaction rapide (QRF) était orientée vers le procès ;
- la zone de police de Bruxelles-Capitale/Ixelles pour la protection des lieux ;
- la Direction de l'appui canin (DACH) pour le *sweeping* des lieux à la recherche de potentiels explosifs ;
- la Direction de la sécurité publique avec leurs véhicules APC (*Armoured Personnel Carrier*) ;
- ainsi que le service d'information et de communication de l'arrondissement (SICAD), la Direction des opérations de police administrative (DAO) et la section antiterrorisme de la Police Judiciaire Fédérale de Bruxelles (PJF/DR3) en appui.



Escortes VIP et sommets européens



Success Story

L'année 2018 a connu six sommets européens (dont deux extraordinaires : un pour la migration et un pour le Brexit) et trois autres événements extraordinaires dont le sommet OTAN du mois de juillet et le sommet ASEM du mois d'octobre lors desquels des escortes sont assurées pour les chefs d'Etat, les chefs de gouvernement ou encore des VIP européens.

En 2018, **46 230 heures** ont été prestées par la Police Fédérale de la Route lors de ces escortes.

Outre ces événements de grande ampleur, 176 visites "quotidiennes" de VIP émanant de 81 pays différents ont bénéficié de la protection d'escortes fournies par la Police Fédérale de la Route.



La Direction de la sécurisation progresse à grands pas

La nouvelle Direction de la sécurisation (DAB) de la Police Fédérale a pris forme. Depuis 2018, les agents de sécurisation assurent leur mission de sécurisation des sites nucléaires de classe 1, notamment au sein de la centrale de Tihange et sur le site de Fleurus. Ces reprises se sont faites en étroite collaboration avec l'Agence fédérale du contrôle nucléaire. La sécurisation de l'aéroport de Bruxelles-National est, par ailleurs, assurée depuis le 1^{er} décembre 2018 par des agents de sécurisation, en collaboration avec la Brussels Airport Company (BAC) et la Police Aéronautique (LPA).

A terme, cette direction emploiera 1 600 membres du personnel, bénéficiant d'un grade spécifique. Outre le transfèrement des détenus, la police des cours et des tribunaux, la sécurisation des sites nucléaires et de l'aéroport de Bruxelles-National, il s'agira aussi de reprendre la sécurisation des institutions nationales, internationales et européennes, et de prendre en charge la sécurisation des infrastructures du SHAPE, de l'OTAN et des Palais Royaux.



Fraîchement diplômés!



Le phénomène du "trespassing"

Le "trespassing" consiste à traverser à pied des voies de chemin de fer alors que ce n'est pas autorisé et très dangereux.



*Procès-verbaux dressés par la Police des
Chemins de Fer*



Success Story

Partenariats fructueux dans la lutte contre le vol de câbles

En 2018, la Police des Chemins de Fer a mené des actions coordonnées dans la lutte contre les vols de câbles sur les rails. Il s'agissait d'actions de grande envergure menées avec des partenaires privés comme Infrabel et Securail, mais aussi avec d'autres services de police comme l'Appui aérien, la Police Judiciaire Fédérale et la Direction centrale de la lutte contre la criminalité grave et organisée. Dans la région de Liège par exemple, 29 auteurs ont été arrêtés.

Personnes disparues

L'année passée, la cellule Personnes disparues a été confrontée en moyenne à 18 disparitions inquiétantes par semaine. La plupart de ces personnes ont été retrouvées en vie.



La Police Fédérale engage notamment ses hélicoptères pour retrouver des personnes disparues. Grâce à cet appui aérien :

- 10 personnes ont été retrouvées vivantes
- 5 personnes ont malheureusement été retrouvées décédées

Approche administrative de la criminalité

Pour lutter efficacement contre la criminalité organisée, il convient d'ajouter une approche administrative proactive à l'approche pénale réactive. Le concept d'approche administrative vise à ébranler la criminalité organisée par un pilier supplémentaire (en plus des piliers judiciaires, policiers et financiers traditionnels) : le pilier administratif.

La Police Fédérale, avec le soutien financier de la Commission européenne, a mis en place en 2018, trois centres d'expertise et d'information d'arrondissement (ARIEC). Deux ont débuté leurs activités le 1^{er} janvier 2018 dans les arrondissements d'Anvers et du Limbourg. L'arrondissement de Namur leur a emboîté le pas quelques mois plus tard. Le centre d'expertise namurois a opté pour la dénomination PAALCO : « Pour une approche administrative de la lutte contre la criminalité organisée ».

Ces centres conseillent et soutiennent les autorités administratives locales dans leur approche administrative de la criminalité organisée : politique d'octroi de licences, négociations sur la fermeture d'établissements, fermetures effectives, etc.

Activités	ARIEC Limbourg*	ARIEC Anvers*
Séances d'information et de sensibilisation	24	64
Protocoles d'accord avec les conseils communaux	43	/
Analyses stratégiques	12	6
Opérations administratives contre des entreprises criminelles	28	39
Dossiers ayant fait l'objet d'un soutien juridique	15	5
Appui aux actions de contrôle	7	6
Aides à l'information et partage des bonnes pratiques	/	24
Identifications de sites suspects ou à suivre	236	/

* PAALCO Namur ne peut pas encore fournir de chiffres comparables.

Partenariats Sécurisation des voies navigables intérieures

Dans le courant de l'année 2018, huit actions transfrontalières franco-belges visant la sécurisation des voies navigables intérieures ont été organisées, notamment à l'occasion de la braderie de Lille. Le bilan de ces actions s'avère particulièrement positif. Ainsi, on

**Success Story**

dénombre notamment 61 bateaux professionnels et 17 bateaux de plaisance contrôlés, 6 procès-verbaux de navigation rédigés, 3 procès-verbaux de détention de stupéfiants établis, etc.

Une occasion pour chacun de partager son expérience de terrain et de mettre en commun les prérogatives spécifiques de chaque pays pour atteindre un résultat optimal.

**Police Fédérale**

✉ federal.contactcenter@police.belgium.eu

🌐 www.policefederale.be

Archives

[Rapport annuel 2017](#)

[Rapport annuel 2016](#)

Choix des langues

[Nederlands](#)

[Français](#)

Copyright ©2019 | Designed by [Police Fédérale](#)



[Home](#) / [Sécurité](#) / Sécurité routière

Sécurité routière

- Rendre nos routes plus sûres reste un défi quotidien pour les membres de la Police Fédérale de la Route.
- Conscientiser les contrevenants - et les contrevenants potentiels - aux conséquences dramatiques possibles d'un comportement inadapté en circulation (vitesse, conduite sous influence, GSM au volant, utilisation erronée de la ceinture et du siège enfant) demeure une priorité.
- Bref, nous contrôlons pour sauver des vies.

Infractions liées à la vitesse au moyen de radars et caméras automatiques

2 108 858



*Infractions vitesse traitées par les
Centres régionaux de traitement (CRT)
et les Sections techniques de la Police de
la Route.*

“Un bel exemple de collaboration intégrée : les trois Centres régionaux de traitement ! En 2018, 93 zones de police ont coopéré avec un CRT, pour un total d'un peu plus de 600 000 perceptions immédiates/procès-verbaux traités par les CRT à leur profit.”



ANDRÉ DESENFANTS
Directeur général
de la police administrative

Conduite sous influence d'alcool et de drogues

244 863



Tests haleine effectués

3 705



*Infractions alcool**

287



Infractions drogues

* Alerte+Positif+Refus+éventuellement tests sanguins

**Ceinture et siège-enfants****5 595***Infractions***Utilisation du GSM au volant****10 585***Infractions***Poids lourds****1 375***Infractions fraude tachygraphe***1 207***Infractions temps de conduite et de repos*



Nombre de morts et d'accidents avec lésions corporelles constatés par la Police Fédérale de la Route sur les autoroutes et voies assimilées

	Total
Accidents avec lésions corporelles*	3 122
Accidents mortels*	94
Tués	100
Blessés graves	361
Blessés légers*	4 403

* Un accident avec lésions corporelles peut engendrer plusieurs blessés (graves ou légers). Idem pour les accidents mortels.

Police Fédérale

✉ federal.contactcenter@police.belgium.eu

🌐 www.policefederale.be

Archives

[Rapport annuel 2017](#)

[Rapport annuel 2016](#)

Choix des langues

[Nederlands](#)

[Français](#)

Copyright ©2019 | Designed by [Police Fédérale](#)



[Home](#) / [Sécurité](#) / Gestion négociée de l'espace public

Gestion négociée de l'espace public

- Les services d'ordre des matches de football et des festivals demandent toujours un grand engagement. Les protestations du mouvement des gilets jaunes ont également mis les corps d'intervention à contribution.
- L'engagement de moyens spécialisés, comme la police à cheval ou les arroseuses, reste un sérieux atout en matière de sécurité publique.
- Un important sommet de l'OTAN a nécessité un engagement policier exceptionnel, un modèle de réussite pour le fonctionnement intégré de nos services de police.

L'appui aux zones de police

L'année 2018 a été chargée en missions de gestion de l'espace public. Aux habituels services d'ordre des matches de football et festivals (Tomorrowland, Werchter, Pukkelpop, Graspop, Francofolies, Dour...) sont venus s'ajouter ceux des actions des gilets jaunes, une longue grève des gardiens de prison et l'organisation d'un important sommet de l'OTAN à Bruxelles.

Pour gérer ces différents événements, une zone de Police Locale peut faire appel à deux types de renforts non spécialisés :

- celui d'autres zones de Police Locale : dans le langage policier, cela s'appelle la "capacité hypothéquée" ;
- celui de la Police Fédérale, par l'entremise des corps d'intervention (CIK) des directions déconcentrées de coordination et d'appui, et de la Direction de la sécurité publique (DAS).

En 2018, 51 % des renforts aux zones de police ont été fournis par la "capacité hypothéquée" et 49 % par la Police Fédérale.



Un appui en sécurité publique

La Direction de la sécurité publique (DAS) fournit par ailleurs un appui - spécialisé ou non - aux zones de police permettant de prévenir ou de résoudre des situations violentes et/ou potentiellement dangereuses en termes de sécurité publique. Elle peut engager à cette fin la police à cheval, des arroseuses, des équipes "vidéo" pour repérer et identifier les auteurs de trouble et même des équipes "lock-on", pour détacher des manifestants qui s'attacheraient à des rails ou des édifices, par exemple.

L'appui tant spécialisé que non spécialisé fourni par la Direction de la sécurité publique a continué sa progression, affichant **481 membres du personnel engagés** pour l'ensemble de ces missions.

Engagement de moyens

Réserve fédérale d'intervention pour les événements imprévisibles

275 411

*Heures prestées**Services d'ordre de la police à cheval*

57 967

*Heures prestées**Team vidéo*

3 660

*Heures prestées*

105

*Missions**Arroseuses*

20 077

*Heures prestées*

659

*Missions***Success Story**

Sommet de l'OTAN, la collaboration paie !

Les mercredi 11 et jeudi 12 juillet 2018, Bruxelles a accueilli de nombreux chefs d'État étrangers dans le cadre d'un sommet de l'OTAN. Cet événement a nécessité un engagement sans précédent de moyens policiers. La direction des opérations a été assurée par la zone de police de Bruxelles-Capitale/Ixelles. De nombreuses directions de la Police Fédérale sont venues en appui des policiers locaux bruxellois.

Au total **3 281** collègues de la Police Fédérale se sont investis durant 39 439 heures pour ce sommet.

La Police Fédérale et la Police Locale ont mené la plupart de leurs missions ensemble. Les exemples de cette belle collaboration sont multiples, comme dans les airs avec l'appui aérien pour guider les équipes au sol ou la présence des Unités spéciales de la Police Fédérale aux côtés la Brigade anti-agression de la zone de police Bruxelles-Capitale/Ixelles.

La Police Judiciaire Fédérale de Bruxelles était présente dans les centres de commandement pour veiller aux échanges d'information rapides avec la Police Locale et les autres partenaires comme la Sûreté de l'État, par exemple.

Le déploiement de policiers venus des quatre coins du pays a été rendu possible grâce au travail de préparation et de coordination des directeurs coordinateurs au niveau des arrondissements.

La collaboration avec les collègues néerlandais et luxembourgeois (2 x 68 hommes) s'est également avérée exemplaire. Indéniablement, l'approche intégrée et la coopération internationale sont une garantie de succès.



BePad : partager des informations dans l'intérêt de l'ordre public

BePad est un programme d'encodage pour la gestion des événements, des personnes, des groupements et des phénomènes qui présentent (ou peuvent présenter) un intérêt ou un risque pour l'ordre public (sécurité, tranquillité, salubrité et propreté publiques).

BePad centralise toutes les données administratives de la Police Fédérale et de la Police Locale et les met à la disposition de tous. Le but est que tout le monde travaille avec un seul et même programme qui permet d'harmoniser la saisie, la gestion et le partage des informations. Les doublons sont ainsi évités. Tous les policiers ont en principe accès à cette application. Actuellement, BePad est utilisé dans 293 entités.

En 2018, **47 536** nouveaux événements ont été créés dans BePad. Au total, cela représente **151 036** événements.

L'hélicoptère, un atout supplémentaire

L'appui aérien est également engagé dans des missions d'ordre public.

Missions	Nombre	Heures
Football	56	157
Mass events (festivals...)	64	114
Appui aux pompiers et à la protection civile lors de catastrophes (feu)	28	19h15
Manifestations	35	62h30
Protection VIP (EuTop,...)	65	113



Images de hooligans filmées depuis l'hélicoptère

Le 15 avril 2018, l'intervention de l'hélicoptère de la Direction de l'appui aérien de la Police Fédérale (DAFA) a été sollicitée pour le match de football Antwerp-Beerschot. Des actes de violence ont été commis par certains supporters dans le stade et aux environs de celui-ci. Le commandement avait demandé que l'hélicoptère filme les agissements inadéquats au maximum. Les actes de violence s'étaient entre-temps propagés en différents endroits simultanément.

L'appui de l'hélicoptère a permis de cartographier clairement la zone et a aidé le commandement à diriger l'intervention des équipes au sol avec précision et efficacité. Le

commandement avait également demandé que l'hélicoptère escorte les bus des joueurs lors de leur passage à des endroits critiques, pour qu'ils puissent reprendre le chemin du retour sans rencontrer de problème majeur.



Police Fédérale

✉ federal.contactcenter@police.belgium.eu

🌐 www.policefederale.be

Archives

[Rapport annuel 2017](#)

[Rapport annuel 2016](#)

Choix des langues

[Nederlands](#)

[Français](#)

Copyright ©2019 | Designed by [Police Fédérale](#)



Teams spécialisés

- Dans le paysage policier de notre pays, les missions spécialisées incombent à la Police Fédérale.
- Les Unités spéciales (DGJ/DSU) ont été fortement sollicitées, notamment pour des Forts Chabrol (personne, le plus souvent armée, retranchée dans un bâtiment).
- L'appui des hélicoptères reste très précieux pour de nombreuses équipes au sol dans de nombreux domaines.

Unités spéciales

Spécialité	Heures prestées
Observations	145 549
Interventions/arrestations	66 827
Appui opérationnel technique	111 850
Infiltrations	53 133
Quick Response Force*	41 928

* Permanence des Unités spéciales (DSU) devant être disponible pour pouvoir réagir à un acte terroriste.

Situation de crise

Forts Chabrol	37
Prises d'otages	5
Enlèvements	7
Extorsions	5

Guardex 2018: Une exercice antiterroriste en haute mer!



Appui aérien

Arrestations et arrestations après poursuite	160
--	-----

Véhicules volés récupérés	1
Targets IR scannés	348
Scannings infrarouges positifs	84
Incidents laser	9
Assistances contrôles	284
Assistances perquisitions	432
Photos	139
Vidéos	200
Transmissions d'images	496

Drones

Au total, 80 missions opérationnelles ont été effectuées avec des drones, ce qui correspond à environ 65 heures de vol.

Appui/renforts lors de perquisitions

La Direction de la protection (DGA/DAP) peut venir en appui de perquisitions dangereuses réalisées par la Police Judiciaire Fédérale.

- 21 missions de ce type ont été menées en 2018.

Le flair de nos chiens policiers

La Direction de l'appui canin compte environ 140 chiens policiers et a mené de très nombreuses interventions spécialisées.

Nombre d'interventions	
Teams pisteurs	1 441
Teams drogues (actifs + cash et passifs)	3 221
Teams restes humains	74
Teams foyers d'incendie	408
Teams migration	59
Teams chiens explosifs	4 301

Service vétérinaire pour les chiens

Nos fidèles auxiliaires à quatre pattes nécessitent aussi des soins. La Police Fédérale dispose à cet effet d'un [service vétérinaire](#), qui soigne également certains chiens de nos collègues des zones de Police Locale.

L'appui technique de la Police de la Navigation

Les moyens techniques de la Police de la Navigation (SPN) sont mis en œuvre par du personnel spécialement formé à cet effet, repris dans une section spécifique appelée TST (Technical Support Team).

Nombre d'actions	
Side Scan Sonar	142
Détecteur CO ₂	337
Autres moyens de détection	184
• Remotely Operated Vehicle	1
• Vidéoscope	21
• Détecteur de métaux	36
• Caméra	2
• Mobile trace	63
• Multi Mode Threat Detector	52
• Vision de nuit stabilisée	9

Nombre d'actions

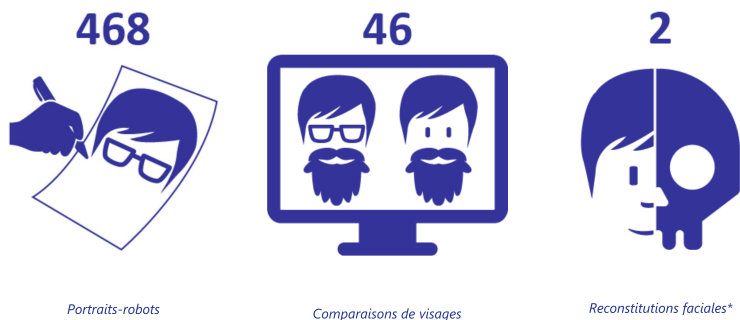
Contrôles immigration réalisés par les chiens de la TST (Technisch Steunteam)

262

Technique et expertise en appui à l'enquête

Le **Polygraphy Team** est spécialisé dans les techniques d'audition. Il a effectué 309 tests de polygraphie (détecteur de mensonges). Dans 28 cas, ces tests ont débouché sur des aveux.

Le **Facial Team** a traité au total 524 demandes dont:



* en collaboration avec la cellule Personnes disparues, qui ont mené à des résultats tout aussi positifs (par reconnaissance).

Les experts en analyse criminelle opérationnelle effectuent des analyses et offrent un appui technique et méthodologique dans une large gamme d'enquêtes (plan Canal, affaires d'escroquerie, enquêtes *cold cases* pour homicides, projet Highsider, etc.).

Au total, le **Car Identification Team** a mené 113 missions d'appui en 2018. Ce team fournit un appui spécialisé aux enquêteurs de la Police Fédérale et de la Police Locale en traquant la fraude à l'aide des numéros de châssis, identifiant les pièces détachées des voitures, analysant les épaves, etc.

Laboratoires de police technique et scientifique



Identification : faire parler les morts

Le Disaster Victim Identification Team (DVI) est spécialisé dans l'identification des victimes décédées lors de catastrophes, de situations de crise et d'accidents. Outre les nombreux exercices réalistes que elle effectue pour entretenir son expertise, l'équipe relève également de nouveaux défis comme la *necrosearch* (archéologie forensique) et les recherches sur MTD (moeilijk terrein/terrain difficile) pour pouvoir identifier les victimes et apaiser leurs proches.

En 2018, le DVI est intervenu à 167 reprises, dont 92 fois dans le cadre d'identifications. Pour l'instant, 79 victimes décédées ont été identifiées. En 2018, 5 exercices (catastrophes fictives) ont été organisés et gérés par le DVI.

Le service Identification judiciaire a identifié 46 778 personnes grâce aux données biométriques. Au niveau international, on décompte 46 856 interventions.



Success Story

Expert convoqué aux assises pour une comparaison faciale dans un dossier de terrorisme

Les experts du Facial Team (labo central de la Police Technique et Scientifique) ont préparé ensemble le témoignage aux assises qui devait être effectué dans le cadre du dossier fortement médiatisé de l'attentat du musée juif à Bruxelles. Un expert de l'équipe a témoigné au procès sur plusieurs actes d'enquête, en particulier sur les comparaisons de visages auxquelles il a été procédé dans ce dossier. Les suspects ont été condamnés devant la cour d'assises.

Fraude à l'identité

1 138 faux ont été enregistrés auprès de l'Office central de la répression des faux :

- 493 passeports
- 645 cartes d'identité

Police Fédérale

✉ federal.contactcenter@police.belgium.eu

🌐 www.policefederale.be

Archives

[Rapport annuel 2017](#)

[Rapport annuel 2016](#)

Choix des langues

[Nederlands](#)

[Français](#)

Copyright ©2019 | Designed by [Police Fédérale](#)



[Home](#) / [Sécurité](#) / Sécurité en ligne

Sécurité en ligne

Recherche sur Internet

914



dossiers

En matière d'appui, les enquêteurs "Internet" de la cellule i2-IRU de la Police Fédérale ont apporté leur aide dans 914 dossiers en 2018, ce qui représente une moyenne de 75 missions par mois.

L'appui le plus régulièrement fourni concerne le terrorisme. Par exemple, sous la coordination du Parquet fédéral, i2-IRU a collaboré avec des services d'enquête (inter)nationaux à la saisie de serveurs utilisés par l'État Islamique. La cellule est également active dans le signalement, en vue d'un retrait, de contenus ayant trait à la propagande, au terrorisme, au radicalisme, à l'extrémisme violent et au discours de haine. En 2018, 1 621 contenus à caractère terroriste ont ainsi été signalés. 1 193 ont fait l'objet d'un retrait. 129 contenus en matière de discours de haine ont par ailleurs été référencés et 77 ont pu être effacés. Les autres n'ont pu être retirés par les plateformes.

Un autre phénomène faisant l'objet de nombreuses demandes d'appui est la criminalité en matière d'abus sexuels sur mineurs. L'an dernier, la cellule a réceptionné 494 profils, dont 163 sont toujours en cours de recherche d'identification. 191 identifications ont été effectuées et ont fait l'objet d'un procès-verbal. La différence, soit 140 profils, correspond à des non identifiés ou non identifiables (par exemple, des profils qui n'existent plus ou qui ont été clôturés).

Précisons que les signalements aux plateformes, en vue de solliciter le retrait d'un contenu, ne sont pas des réquisitions judiciaires. Les plateformes sont donc libres de retirer ou non les contenus signalés.

Enfin, en matière de blocage de sites et/ou de contenus, la cellule i2-IRU a réceptionné 33 réquisitoires visant 67 adresses. La large majorité des demandes sont à mettre en lien avec la vente illégale de tickets événementiels en ligne.

Cybercriminalité

La Police Fédérale surveille le cyberspace pour détecter de nouvelles formes d'arnaques. Dans le cadre de la prévention, des alertes ont été lancées dans les médias, notamment par le biais de l'émission "Surfons tranquille" (RTBF). Ces alertes ont suscité beaucoup d'intérêt public. Une alerte concernant une campagne de *phishing* visant une banque belge a, par exemple, été lue par 180 125 personnes en 24 heures et partagée maintes fois.

Phishing* et ransomware** en 2018

1478



sites supprimés du web pour cause de phishing***

171



procès-verbaux pour ransomwares****

* **Phishing** : les criminels qui ont recours à cette forme d'escroquerie extorquent de l'argent à des personnes qui ne se doutent de rien, par le biais d'e-mails ou de sites web frauduleux imitant des sites réels, comme par exemple celui d'une institution bancaire.

** **Ransomware** : virus qui est installé sur un appareil sans que le propriétaire n'en ait donné l'autorisation. Le virus tient l'appareil en otage et les fichiers sont cryptés jusqu'à l'obtention d'une rançon.

*** Contre 648 522 déclarations via le site Safeonweb.be du Centre de cybersécurité Belgique (CCB).

**** Contre 437 déclarations au point de contact du Service public fédéral (SPF) Économie.

Les chiffres de la cybercriminalité sont très relatifs, car la population a tendance à peu déclarer les faits. Les victimes de cybercriminalité ne se tournent pas souvent vers la police pour déposer plainte. En 2018, les services de police ont enregistré 24 582 faits. Lors de l'enquête pour le Moniteur de sécurité, 8 % de la population ont indiqué avoir été victimes d'« escroquerie sur Internet ».

au moins une fois sur l'année écoulée. Seule une personne concernée sur cinq a déclaré les faits. Il existe donc un important *dark number*.



Police Fédérale

✉ federal.contactcenter@police.belgium.eu

🌐 www.policefederale.be

Archives

[Rapport annuel 2017](#)

[Rapport annuel 2016](#)

Choix des langues

[Nederlands](#)

[Français](#)

Copyright ©2019 | Designed by [Police Fédérale](#)



Terrorisme, extrémisme, radicalisme

- Une partie de la capacité de la Police Judiciaire Fédérale (15,5 %) est au service du Parquet fédéral. Dans ce cadre, 236 880 heures ont été prestées dans la lutte contre le terrorisme.
- Les membres de la Police Aéronautique se forment à la détection de comportements suspects dans les aéroports.
- Les efforts entrepris dans le cadre du plan Canal se poursuivent et portent leurs fruits.

Dossiers fédéraux

Un pourcentage considérable de la capacité de la Police Judiciaire Fédérale est mis à la disposition du Parquet fédéral (15,5 %). En 2018, près de 396 304 heures d'enquête ont été menées sous l'impulsion du Parquet fédéral, dont 236 880 (59,7 %) pour la lutte contre le terrorisme.

Phénomènes	Heures	%
Terrorisme	236 880,89	59,77 %
Non terrorisme	159 423,41	40,23 %
Total	396 304,30	100 %

Quick Response Force

Les Unités spéciales ont presté 41 928 heures de permanence pour pouvoir réagir rapidement à un acte terroriste.

Behaviour Detecting Officers

Les Behaviour Detecting Officers (BDO) ont pour tâche de reconnaître tout comportement inhabituel ou déviant sur la base de caractéristiques très diverses. Suite à la vague d'attentats terroristes en Belgique et dans nos pays voisins, la demande d'une formation à cette technique destinée à repérer les terroristes s'est faite grandissante. 379 membres de la Police Aéronautique ont suivi cette formation en 2018.



Success Story

Campagne de sensibilisation 'See something, say something'

Un aéroport reste un lieu critique, d'où le maintien d'un niveau de menace 3. Par conséquent, nous devons également garder à l'œil toutes les personnes qui travaillent dans un aéroport. Les attentats commis récemment nous ont appris que leurs auteurs sont plus souvent des loups solitaires et des individus qui se radicalisent « dans leur coin ». Ils trouvent l'inspiration sur Internet, accèdent à du matériel et à de l'équipement dont ils se servent pour préparer et commettre un attentat.

Dans l'approche de ce que l'on appelle une *insider threat* (une menace venue de l'intérieur), nous devons surtout sensibiliser les partenaires à communiquer les premiers signaux de radicalisation ou tout autre risque de sécurité à leur(s) employeur(s). La Police Aéronautique de Bruxelles National donne des séances d'information, appelées "Griffin", au profit de sociétés et de firmes qui sont actives à l'aéroport. À Gosselies, la Police Aéronautique organise également des séances d'information sous la devise: « See something, say something ». Une première séance a eu lieu le 28 mars 2018. En marge de celles-ci, la Police Aéronautique a développé une affiche et un dépliant. En fin de compte, les employeurs de tous les aéroports seront informés par le biais de ces séances.

Contribution au plan Canal

Le plan Canal est un plan d'action contre le radicalisme, l'extrémisme et le terrorisme dans la zone Canal dans et autour de Bruxelles. Il a été mis en place en 2016 suite aux attentats commis en novembre 2015 à Paris. Grâce à ce plan, la lutte contre le terrorisme est menée dans huit communes bruxelloises bordant le canal ainsi que dans la ville de Vilvorde.

Le volet policier de ce plan prévoit une capacité fédérale supplémentaire temporairement attribuée aux zones de police concernées. Initialement, une période de test a été mise en œuvre au sein de la zone de police de Bruxelles-Ouest (Molenbeek-Saint-Jean/Koekelberg/Jette/Ganshoren/Berchem-Sainte-Agathe). 50 membres du corps d'intervention (CIK) de la Direction de coordination et d'appui de Bruxelles ont alors été mis à disposition de la zone.

Le 1^{er} septembre 2016, une nouvelle phase du plan a été mise en œuvre avec l'extension de la phase de test aux zones de police de Bruxelles-Capitale/Ixelles, Bruxelles-Nord et Midi. La capacité du CIK de Bruxelles a alors été augmentée de 116 inspecteurs, engagés temporairement en renfort de ces zones pour les missions du plan Canal.

La Direction de coordination et d'appui de Hal-Vilvorde a également fourni un appui aux zones de police. 11 inspecteurs du CIK ont ainsi presté pas moins de 16 464 heures au profit de la zone de police VIMA (Vilvoorde-Machelen).

Dans le domaine judiciaire, la Police Judiciaire Fédérale de Bruxelles a obtenu de nombreux résultats remarquables dans plusieurs volets du plan Canal.

Terrorisme

- 56 nouveaux dossiers ouverts
- 102 perquisitions
- 68 arrestations
- Participation à 39 séances d'une taskforce locale
- 47 procédures de restriction
- 54 détenus dans un cadre de terrorisme sur le total des dossiers en cours

Faux documents

- 16 opérations en cours relatives à des organisations responsables de la fabrication de faux documents
- 3 ateliers de production démantelés en 2018 (10 au total depuis le lancement du plan Canal)
- 1 979 fausses identités supplémentaires détectées (environ 8 000 depuis le lancement du plan Canal)
- 99 arrestations
- 15 condamnations lourdes de membres de bandes
- 205 identifications d'utilisateurs finaux (identification des personnes qui apparaissent sur l'image retrouvée d'un faux document)

Armes

- 31 nouveaux dossiers ouverts
- 26 arrestations
- 9 armes à feu courtes saisies
- 152 armes à feu longues
- 1 599 unités de munitions

Drogues (chiffres totaux 2016-2018)

- Active dans 122 enquêtes
- 192 arrestations
- Saisies
 - 40 971 kg de haschich
 - 398 kg de marijuana
 - 1 389 kg de cocaïne
 - 12 kg d'héroïne
 - 3 kg de drogues de synthèse
 - 8 021 plants de cannabis
 - Autres saisies :
 - 40 véhicules
 - 801 660 euros en liquide
 - 117 461 euros sur des comptes
 - 4 armes

BELFI

BELFI est un plan d'approche judiciaire et administratif dont le but est de contrôler des personnes morales (sociétés, ASBL, etc.) sur les plans judiciaire (armes, drogues, faux documents...) et administratif (travail au noir, assurances, attestations diverses, conformité urbanistique, etc.) avec des services d'inspection divers (AFSCA, Inspection sociale, administrations compétentes en matière d'environnement, etc.) afin d'endiguer toute une série d'activités économiques illégales (horeca, garages, traitement des déchets...).

- 174 personnes morales contrôlées
- 34 fermetures administratives ou judiciaires
- 305 dossiers ouverts par des partenaires externes (ONEM, ONSS, SPF Fin)
- 196 infractions constatées
- 73 personnes en séjour illégal
- 16 dossiers ouverts pour fraude sociale
- 6 dossiers « armes »

Screening

Le screening est une vérification de sécurité dans le but de délivrer un avis ou une attestation de sécurité.

Il doit permettre à des personnes de se rendre dans des endroits "sensibles" en vue d'y effectuer un travail ou d'y occuper un poste spécifique.

Avis & attestations

Aéroports

20 625

Avis & attestations

Autorité nationale de sécurité (ANS)	13 278
Divers	6 200
Militaires	5 000
Agence fédérale de contrôle nucléaire (AFCN)	5 822
Engagements Police Intégrée	4 845
Appui zones de police	1 000
Total	56 770

Les membres du personnel de la Police Fédérale et de la Police Locale qui, en raison de leur fonction, ont ou doivent avoir accès à des données classifiées ou des locaux, réunions etc. classifiés, doivent disposer d'une habilitation spécifique. Ces "habilitations de sécurité" ont pour but de protéger des informations sensibles en limitant la disponibilité.

Habilitations de sécurité octroyées en 2018

Confidentiel	19
Secret	735
Très secret	147
Total	901

Protocole d'accord : la Sûreté de l'État devient un «service signalant»

Le protocole d'accord signé entre la Police Fédérale et la Sûreté de l'État (VVSE) a donné à cette dernière le statut de «service signalant» pour le Schengen Information System (SIS II), dans le cadre de la prévention d'une menace sérieuse ou d'un danger grave pour la sécurité interne ou externe de notre État.

Concrètement, cela signifie que les policiers sur le terrain pourraient, à la demande de la Sûreté de l'État, devoir contrôler une personne ou un moyen de transport. Les informations récoltées doivent être adressées à la Police Fédérale, plus particulièrement à la Direction de la coopération internationale (CGI SPOC). CGI SPOC informe alors la Sûreté de l'État du résultat du contrôle.

Gestion civile internationale des crises

De manière générale, le Sahel, l'Afrique subsaharienne, les pays du Maghreb et les Balkans restent les régions prioritaires en matière d'engagement policier dans des missions de gestion civile des crises, avec l'émergence de l'Asie du sud et de l'est.

Dans le contexte actuel, où l'accent est mis, entre autres, sur le terrorisme, les déploiements (ETP) de la Police Fédérale en matière de gestion civile des crises dans le cadre de la politique extérieure belge, sont dirigés vers :

- le Niger (EUCAP SAHEL)
- le Mali (EUCAP SAHEL)
- la Tunisie (DCAF Tunis)
- la Somalie (UNSOM)

Trois experts Counter-Terrorism belges sont déployés en :

- Bosnie-Herzégovine (EUDEL Sarajevo)
- Libye (EUDEL Tripoli)
- Indonésie (EUDEL Jakarta)

Au total, dix policiers belges sont engagés dans ces différentes missions.

Police Fédérale

✉ federal.contactcenter@police.belgium.eu

🌐 www.policefederale.be

Archives

[Rapport annuel 2017](#)

[Rapport annuel 2016](#)

Choix des langues

[Nederlands](#)

[Français](#)

Copyright ©2019 | Designed by [Police Fédérale](#)



[Home](#) / [Sécurité](#) / Sécurité économique et sociale

TALK Sécurité économique et sociale

- L'appât du gain et l'exploitation comme motifs de la criminalité ? Il faut alors agir là où ça fait mal : au portefeuille.
- Enquêtes financières : la Police Judiciaire Fédérale a saisi plus de 14 milliards d'euros.
- Que nous apprend l'approche de la fraude sociale ? Que plus les partenariats avec les autres services publics sont nombreux, plus c'est efficace.



Le crime ne peut pas payer

La Police Judiciaire Fédérale est de plus en plus consciente de l'intérêt et de l'efficacité de mener des enquêtes financières. Cette prise de conscience l'incite à collaborer avec des partenaires tels que les administrations publiques, la douane, les zones de la Police Locale, etc. pour mener à bien des saisies, des confiscations et pour détecter des agissements et des indemnités allouées improprement. En 2018, la Police Judiciaire Fédérale a saisi quelque 14 080 832 606 euros (dont environ 13 milliards dans un seul dossier).

Fraude sociale : partenariats avec des services d'inspection

Fin 2017, la police, les services d'inspection sociale et la magistrature ont signé un protocole de collaboration. Plusieurs organes de concertation ont vu le jour. Les services de police et les services d'inspection sociale s'y concertent sur des thèmes stratégiques et opérationnels comme la fraude sociale et la fraude sociale grave organisée. Les partenaires s'efforcent de trouver une solution pour partager les informations de manière structurée.

Soulignons également que la Police Judiciaire Fédérale consacre l'attention nécessaire à la problématique de la fraude sociale. Dans ce cadre, Liège, la Flandre occidentale et la Flandre orientale ont traité des dossiers relatifs au dumping social organisé dans le secteur des transports. Ces dossiers ont bien entendu fait la une des médias et ont eu un impact certain sur le secteur. En guise d'illustration, un réseau entier d'escroquerie de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité a été démantelé dans la province du Limbourg. À Bruxelles, un ingénieux réseau organisé de fraude aux allocations familiales a été percé à jour. Les dossiers de ce type sont innombrables. Ils illustrent tous la collaboration étroite entre la Police Judiciaire Fédérale et les services d'inspection concernés.



Success Story

Fraude sociale : plus de réfugiés se rendent dans leur pays d'origine

Toute personne bénéficiant du statut de réfugié reçoit des titres de séjour parce qu'elle court un danger dans son pays d'origine. Il n'est par conséquent pas évident d'y retourner pour y effectuer une visite de famille ou pour les vacances, mais certains y parviennent malgré tout. Si l'on se fie au nombre de réfugiés pris sur le fait, on peut même affirmer que ce phénomène a le vent en poupe. Lors des six premiers mois de l'année 2018, 115 réfugiés ont été arrêtés alors qu'ils se rendaient dans leur pays d'origine. Soit un chiffre

presque égal à celui de l'année 2017 (134) et qui correspond au double de ceux transmis en 2016 au Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides (CGRA). Cette forte augmentation s'explique par une collaboration plus efficace avec les États membres de l'Union européenne. Beaucoup de réfugiés voyagent au départ d'aéroports des pays limitrophes, dans l'espoir de passer à travers les mailles du filet. Notre pays a conclu un accord de collaboration avec les Pays-Bas et l'Allemagne qui porte ses fruits. Cependant, les réfugiés risquent gros : s'ils sont interceptés, ils peuvent perdre leur droit de séjour en Belgique.



Success Story

Approche intégrale de la fraude dans le sport

La Police Fédérale est active dans la lutte contre la corruption dans le sport, et en particulier en matière de matches truqués. Elle collabore dans ce cadre avec le Parquet fédéral, la Commission des jeux de hasard et les fédérations sportives. En 2018, cette approche intégrale a porté ses fruits à plusieurs reprises. En janvier, 13 personnes ont été arrêtées dans une affaire concernant des paris dans le secteur du tennis (matches truqués, corruption, blanchiment et participation à une organisation criminelle). Plus tard dans l'année, au mois d'octobre, quelque 200 policiers ont mené des perquisitions et des interventions partout dans le pays dans le cadre de l'opération « Mains propres ». Cette affaire de fraude dans le secteur du football a éclaté suite à une enquête portant sur des transactions bancaires suspectes. Elle a mis en lumière des pratiques frauduleuses dans le monde du football et des agents de joueurs.

Police Fédérale

✉ federal.contactcenter@police.belgium.eu

🌐 www.policefederale.be

Archives

[Rapport annuel 2017](#)

[Rapport annuel 2016](#)

Choix des langues

[Nederlands](#)

[Français](#)

Copyright ©2019 | Designed by [Police Fédérale](#)



[Home](#) / [Sécurité](#) / Le partenariat, la clé du succès

Le partenariat, la clé du succès

“Le nouveau Traité de police du Benelux du 23 juillet 2018 est très progressiste et novateur : non seulement il permettra aux services de police belges de poursuivre ou d'observer plus facilement des suspects au-delà de la frontière avec les Pays-Bas ou le Luxembourg, mais également de procéder à des actes d'information simples sur le territoire des deux autres pays ou d'échanger des informations en vue de l'approche administrative de la criminalité.”



PREMIER COMMISSAIRE DIVISIONNAIRE MARC DE MESMAEKER
Commissaire général de la Police Fédérale

Nos partenaires en coopération policière internationale

Négociations au niveau de l'Union européenne

2018 a été une année difficile pour les négociations relatives aux nouveaux instruments (législatifs) au niveau de l'UE. En effet, les discussions ont dû se dérouler à un rythme sans précédent, dans la perspective des élections européennes de mai 2019. La Police Fédérale s'est efforcée de contribuer, de manière substantielle et dans la mesure de ses moyens, à certains instruments-clés tels que :

- les règlements relatifs à l'interopérabilité
- les nouveaux règlements SIS II
- le nouveau règlement relatif aux gardes-frontières et aux garde-côtes européens

La mise en œuvre de ces instruments, ainsi que des autres adoptés précédemment, nécessitera de la capacité et des moyens de la police dans les années à venir.

Accords bilatéraux et multilatéraux

En 2018, la Police Fédérale a conclu des protocoles d'accord avec l'Australie, le Brésil et la Tunisie. Un plan d'action bilatéral a également été signé avec le Brésil, ainsi qu'avec le Maroc et la Serbie. Grâce à ces MOU (Memorandum of Understanding) et à ces plans d'action, nous espérons intensifier encore la coopération (opérationnelle) avec les pays concernés.



Success Story

Nouveau traité de coopération policière pour le Benelux

Le 23 juillet 2018, les ministres belges, néerlandais et luxembourgeois compétents ont signé un nouveau traité Benelux de coopération policière. Ce traité, pour lequel la Direction de la coopération policière internationale de la Police Fédérale (CGI) a participé aux négociations, fait du Benelux un véritable laboratoire au sein de l'Union européenne en matière de coopération policière. Il comprend en effet de nombreuses dispositions innovantes pratiquement inédites par rapport aux autres traités internationaux. Les dispositions novatrices concernent entre autres :

- les enquêtes transfrontalières
- l'élimination des obstacles dans le cadre des poursuites transfrontalières
- la recherche/consultation directe de banques de données (policières)
- l'échange d'informations entre services de police en matière d'approche administrative de la criminalité
- le transport transfrontalier de personnes dans le cadre de l'application de la législation sur les étrangers ou de la mise en œuvre de procédures judiciaires.





Le partenariat, moteur de l'approche intégrale

L'année dernière, la Police Fédérale a élargi et renforcé ses partenariats dans la lutte contre différents phénomènes criminels. La Police Fédérale collabore et se concerta avec des partenaires nombreux et très variés : services d'inspection financière et sociale, organismes publics, fédérations du secteur privé, secteur bancaire, monde sportif, etc.



Success Story

Le digital au service des gestionnaires de parkings

La collaboration avec les gestionnaires de parkings illustre à merveille le succès de l'approche intégrale. Le recours à la reconnaissance automatique des plaques d'immatriculation (ANPR) dans les parkings a permis de détecter des véhicules suspects et recherchés. De même, grâce à ce partenariat, la Police Fédérale de Charleroi est parvenue à élucider 25 « vols dans garages » au cours de l'année dernière.



Success Story

Approche multidisciplinaire du trafic d'hormones

Pour lutter contre le trafic d'hormones, la Police Fédérale participe à plusieurs forums et plates-formes au niveau national et international, ce qui lui permet notamment de collaborer avec les services douaniers, Europol, Interpol, l'Agence fédérale des médicaments et des produits de santé (AFMPS), les agences antidopage... En 2018, cette collaboration a notamment permis de réaliser 563 saisies d'anabolisants (une augmentation de 17 % par rapport à 2017) et de démanteler un laboratoire illégal d'anabolisants installé dans un entrepôt.

Target : Illicit and Counterfeit Medicines



Police Fédérale

✉ federal.contactcenter@police.belgium.eu

🌐 www.policefederale.be

Archives

[Rapport annuel 2017](#)

[Rapport annuel 2016](#)

Choix des langues

[Nederlands](#)

[Français](#)

Copyright ©2019 | Designed by [Police Fédérale](#)







Gestion de l'information

[Home](#) / Gestion de l'information

- L'information est peut-être bien l'instrument de travail le plus important de la police.
- C'est elle qui constitue la base de l'action policière, et non l'inverse ; une gestion de l'information fluide et efficace est essentielle pour lutter contre la criminalité et assurer la sécurité publique.
- Les défis dans le domaine de la gestion de l'information sont nombreux : l'innovation technologique et une numérisation pointue doivent rendre l'échange d'informations et le travail policier plus rapides, plus ciblés, plus efficaces et, surtout, plus mobiles.



[Échange international
d'information](#)



[Information & ICT](#)



[Transformation digitale](#)

Police Fédérale

✉ federal.contactcenter@police.belgium.eu

🌐 www.policefederale.be

Archives

[Rapport annuel 2017](#)

[Rapport annuel 2016](#)

Choix des langues

[Nederlands](#)

[Français](#)

Copyright ©2019 | Designed by [Police Fédérale](#)



[Home](#) / [Gestion de l'information](#) / Échange international d'information

Échange international d'information

Single Point of Operational Contact (SPOC)

Le Single Point of Operational Contact fait partie depuis 2014 de la Direction de la coopération internationale. C'est le centre névralgique de l'échange international d'informations policières et des signalements internationaux pour notre pays. Le SPOC fait partie du Point de contact national (PCN), qui se compose de la Direction de la coopération policière internationale, de la Direction des opérations de police administrative (DAO) et de la Direction des opérations de police judiciaire (DJO). Elles assurent chacune une permanence 24/7 installée au Polis Center, dans le centre de Bruxelles.

Échange d'informations

215 189



*Messages opérationnels enregistrés**

* Messages traités au niveau SPOC (via Interpol, Europol, les officiers de liaison, les services de police et tout autre message opérationnel) et messages IN/OUT des centres de coopération policière et douanière (CCPD) Tournai, Kerkrade et Luxembourg.

Signalements internationaux

8 646



Signalements internationaux

- Dont
 - 6 818 SIS*
 - 1 828 IP**

Ces signalements sont émis manuellement. Les autres signalements sont émis automatiquement.

* SIS : Schengen Information System. Système par lequel des signalements internationaux sont diffusés dans la zone Schengen.

** IP : Interpol. Permet de diffuser des signalements (*diffusions of notices*) internationaux en dehors de la zone Schengen.

HITS

Un *hit* signifie qu'il y a une correspondance (« match ») avec une entité signalée internationalement pour laquelle une mesure a été demandée. L'entité ayant réalisé la correspondance peut avoir pris la mesure ou pas.

- Hits belges sur signalements internationaux étrangers : 9 421 dont
 - 8 830 SIS*
 - 591 IP**
- Hit étrangers sur signalements internationaux belges : 6 130 dont
 - 6 056 SIS*
 - 74 IP**

Traduction

Le SPOC dispose d'un service de traduction.

- Traductions réalisées : 15 284

La quasi-totalité des traductions concerne des dossiers opérationnels.

- Traductions concernant des dossiers FLASH (à traiter dans l'heure) : 33,5 %

Combinaisons de langues	%
 ↔ 	48,5 %
 ↔ 	29,5 %
 ↔ 	13,5 %
 ↔ 	2,5 %
 ↔ 	2,5 %
 ↔ 	1,5 %
 ↔ 	2 %

Screening proactif des signalements Interpol et Schengen

Depuis mai 2018, la Police Fédérale utilise progressivement un système automatisé de filtrage proactif des listes de nouvelles demandes de signalements internationaux reçues de l'étranger par la Belgique. Cela permet un traitement plus rapide et systématique de celles-ci. Le système est actuellement appliqué à la plupart des signalements d'Interpol. Nous envisageons également de pouvoir l'appliquer dans le même contexte aux formulaires du Schengen Information System.

Quelques données chiffrées pour la période mai-décembre 2018 :

- 8 983 signalements contrôlés
- 13 hits réalisés

Phénomènes transfrontaliers

Top 5 des crimes entrant dans le mandat d'Europol, traités par le SPOC.*

1. Vol et vol qualifié
2. Trafic de drogues
3. Fraude et escroquerie
4. Immigration illégale
5. Blanchiment d'argent

* Le terrorisme ne faisait plus partie du top 5.



Success Story

Projet européen ATHENA

Le projet *Adressing Training To Spoc As Hub Of A European Network Of Law Enforcement Agencies* (ATHENA) repose sur quatre piliers.

• Consolidation du réseau SPOC européen

Des propositions ont été formulées afin de consolider le projet ATHENA (temporaire) en un réseau européen permanent de chefs de SPOC. En outre, une planification rétroactive a été établie pour les conclusions du Conseil en la matière, sous la présidence finlandaise de l'UE, y compris une feuille de route de lobbying à partir de janvier 2019.

• Réunion des responsables SPOC

Durant un meeting à Gand (2-4 juillet 2018), les chefs et/ou représentants des différents SPOC européens ont pu débattre, entre autres :

- des expériences aux SPOC suite aux différents attentats commis en Europe
- des besoins de base des SPOC en matière de formation, de communication et de software.



- **Échanges**

Visites et échanges de bonnes pratiques entre les services SPOC de différents pays afin d'optimiser les ressources et les procédures.

- **Stratégie de formation**

Le développement d'une stratégie de formation et la coordination des formations SPOC au sein de l'offre de formation du Collège européen de police (CEPOL). La Direction de la coopération policière internationale (CGI) a pris l'initiative de rédiger un « Program of Instruction » conjoint pour un séminaire de quatre jours à l'intention des opérateurs SPOC, avec la participation de collègues SPOC étrangers pour le contenu de la matière enseignée.

Nos officiers de liaison

L'officier de liaison (LO) constitue un maillon dans la chaîne de l'échange d'informations policières. Dans le courant du deuxième semestre de l'année 2018, une évaluation du réseau des officiers de liaison a été effectuée dans le cadre de l'élaboration de l'image de la criminalité dans le contexte de la politique/stratégie internationale belge au niveau policier. Conclusion : le réseau actuel des officiers de liaison répond, de manière globale, aux besoins opérationnels. Néanmoins, de nouveaux besoins opérationnels impliquent la nécessité, d'une part, d'ouvrir de nouveaux postes, notamment dans le contexte du Brexit et, d'autre part, de déplacer éventuellement des postes d'officier de liaison vers d'autres pays de travail. Cette question doit encore être examinée concrètement.

Fin 2018, on disposait de :

- Officiers de liaison bilatéraux : 10
- Appui opérationnel LO : 2 (Turquie et Maroc)
- LO ad hoc/LO Affaires étrangères : 1
- Europol : 3
- Interpol : 3

Police Fédérale

✉ federal.contactcenter@police.belgium.eu

🌐 www.policefederale.be

Archives

[Rapport annuel 2017](#)

[Rapport annuel 2016](#)

Choix des langues

[Nederlands](#)

[Français](#)

Copyright ©2019 | Designed by [Police Fédérale](#)



Information & ICT

Kiosque d'information pour la saisie unique des données d'identification

Le Kiosque d'information (KIK) est une interface grâce à laquelle les policiers, sur base d'une saisie unique de données d'identification, utilisent différents systèmes d'information pour accomplir leurs tâches. Au cours de l'année dernière, l'accès au KIK a été étendu aux services de proximité et d'intervention, ce qui a fait passer, en un an, de 25 000 à 28 000 le nombre de PC ayant accès au KIK.

Un rôle-clé des arrondissements

En matière de gestion de l'information opérationnelle, le niveau arrondissemental joue également un rôle-clé grâce aux service d'information et de communication de l'arrondissement (SICAD). Les SICAD résultent de la fusion des centres d'information et de communication provinciaux (CIC), qui réceptionnent et traitent les appels d'urgence 24h/24, et des carrefours d'information d'arrondissement (CIA), véritables centres névralgiques de la gestion de l'information policière.

Nombre d'appels dans les CIC

Province	Urgent	Non urgent	Total
Flandre occidentale	217 454	13 283	230 737
Flandre orientale	248 776	10 749	259 525
Anvers	318 490	98 346	416 836
Limbourg	161 753	15 942	177 695
Brabant flamand	168 540	20 197	188 737
Bruxelles	442 899	32 534	475 433
Brabant wallon	80 772	16 860	97 632
Hainaut	471 468	13 936	485 404
Namur	146 927	15 511	162 438
Liège	358 335	71 454	429 789
Luxembourg	67 851	18 936	86 787
Total	2 683 265	327 748	3 011 013

Présentation CIC SICAD



Les CIA constituent les véritables pierres angulaires dans la gestion de l'information policière de la Police Intégrée. Les CIA collectent et analysent les données et informations policières ; ils les exploitent afin d'en extraire une plus-value pour le travail policier, en établissant des recoupements et des liens, en identifiant de nouveaux phénomènes ou tendances criminelles ou sécuritaires, en aidant à orienter les actions policières et en s'assurant du flux des données et informations auprès des services de police qui en ont besoin pour l'exécution de leurs missions.

En 2018, quelque 344 membres du personnel de la Police Intégrée travaillaient à la gestion de l'information policière opérationnelle dans les CIA.

Précisons qu'un niveau central, la Direction des opérations de police judiciaire (DGJ/DJO) comptait, quant à elle, 60 personnes également actives dans la gestion de l'information policière. La Direction des opérations de police administrative (DGA/DAO) disposait, pour sa part, de 40 membres du personnel pour cette mission.

Par ailleurs, dans le cadre de l'approche administrative de la criminalité ([voir ici](#)), les trois centres d'expertise et d'information d'arrondissement (ARIEC) créés en 2018 jouent également un rôle important en matière de gestion de l'information.



Success Story

Accès centralisé aux informations relatives aux passagers

Pour des raisons de sécurité, il est utile que les services de police vérifient et analysent les informations relatives aux passagers (itinéraires de vol,...). C'est à ces fins qu'a été créée l'Unité belge d'information des passagers, composée en partie de policiers, au sein du Centre de crise de l'Intérieur. BelPIU traite les informations relatives aux passagers sous forme de Passenger Name Records (PNR) et d'Advanced Passenger Information (API) et les met à la disposition de tous les services de police.

Au sein de la Police aéronautique de Bruxelles-National, une équipe a été mise en place pour gérer ce type d'informations pour tous les aéroports, plus spécifiquement les six aéroports Schengen. Cette équipe est le point de contact central (SPOC) pour la Police Aéronautique. Ce SPOC assure l'échange d'informations avec BelPIU et le traitement des données des passagers. En d'autres termes, l'équipe est responsable, entre autres, de la préparation (demande de procès-verbaux, contacts avec des tiers tels que le parquet, la Police Judiciaire Fédérale, etc.) ainsi que de la coordination et du suivi des hits (passagers à risque) envoyés par BelPIU.

Règlement général sur la protection des données (RGPD)

La Police Fédérale menée à bien, en 2018, un ensemble d'activités en vue de se conformer à la réglementation en vigueur en matière de protection des données*.

Un registre destiné à contenir l'ensemble des traitements opérés par les services de police (« RegPol ») a été élaboré et les 55 délégués à la protection des données (DPO) ont commencé à y enregistrer les traitements effectués par la Police Fédérale ainsi que ceux pour lesquels elle est gestionnaire.

En collaboration avec la Commission permanente pour la Police Locale (CPPL), un groupe d'experts en matière de protection des données composé de membres du service juridique (DGR/Legal), de la Direction de l'information et de l'ICT (DRI) ainsi que du service en charge de la sécurité de l'information et de la protection des données (CG/ISPO) a presté 7 712 heures en 2018 afin d'adapter les réglementations et dispositions légales, d'implémenter les processus et procédures et de développer les connaissances. Plus de 200 membres du personnel de la Police Intégrée ont participé à des sessions d'information en la matière.

*Règlement général sur la protection des données – RGPD – et loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

Police Fédérale

✉ federal.contactcenter@police.belgium.eu

🌐 www.policefederaale.be

Archives

[Rapport annuel 2017](#)

[Rapport annuel 2016](#)

Choix des langues

[Nederlands](#)

[Français](#)

Copyright ©2019 | Designed by [Police Fédérale](#)



[Home](#) / [Gestion de l'information](#) / Transformation digitale

Transformation digitale

- La police est tenue de s'adapter en permanence au contexte social.
- Ceci implique une indispensable transformation digitale, par laquelle les services de police évoluent pour se conformer au nouveau monde digital.
- Et ce, afin de prévenir toute perturbation des interactions entre les citoyens et les services de police dans le futur. Une nécessité que les attentats de 2016 ont rendue plus criante que jamais.

Cette transformation digitale repose sur deux piliers :

- la modernisation réelle, qui s'étalera sur cinq ans ;
- une série de réalisations plus rapides en attendant la grande révolution.

Voici une liste non exhaustive des réalisations les plus marquantes des cinq dernières années, dont le développement s'est poursuivi ou a débuté en 2018 :

- **Banque de données de police administrative** : mise en place de la Banque de données nationale générale administrative avec le lancement de BePAd en 2014.
- **Déploiement du « bouclier de caméras national »**, dit ANPR (*Automatic Number Plate Recognition*, ou reconnaissance automatique des plaques d'immatriculation), où l'ensemble des caméras ANPR sont reliées à un système de gestion central permettant à la police de réagir rapidement au passage de criminels.

Automatic Number Plate Recognition (ANPR) FR



- **La sécurité aux frontières extérieures** a été renforcée grâce au système de contrôle des passagers (*Passenger Name Record* ou PNR).
- **Les patrouilles virtuelles sur les médias sociaux (OSINT)** sont devenues réalité en collaboration avec d'autres partenaires de la chaîne de sécurité.
- **Le suivi plus efficace de personnes** susceptibles de représenter une menace (dont les *Foreign Terrorist Fighters* ou les personnes libérées sous conditions) a pu être réalisé grâce à la modernisation de toute une série de systèmes.
- **La police a évolué jusqu'à devenir une organisation en réseau digital** grâce au partenariat conclu avec Microsoft et à l'introduction générale d'Office 365. Les applications Office 365 offrent au collaborateur de la police un environnement de travail digital flexible. Améliorer la protection des systèmes était une préoccupation majeure à cette étape.
- **Un certain nombre de projets ont été réalisés en collaboration avec la Justice**, tels que la perception améliorée des amendes de roulage (Crossborder), la digitalisation du suivi des biens saisis, et les préparatifs visant à permettre l'envoi digital de procès-verbaux pourvus d'une signature numérique entre la police et la Justice.
- **Une interaction digitale améliorée avec le citoyen**, grâce à la modernisation du traitement électronique des plaintes. Celle-ci s'intègre parfaitement aux systèmes policiers sous-jacents et respecte pleinement la vie privée des citoyens.
- **Le renforcement de la sécurisation des systèmes de police**, à travers notamment l'introduction de l'authentification multifactorielle. Ceci est d'autant plus important dans le cadre du travail mobile.
- **Accès à l'ensemble des banques de données de base du pays** grâce à POLIX. Lors de l'application de technologies innovantes à de vieilles sources, le système POLIX s'est révélé être la clé permettant de relier divers systèmes de sources distincts entre eux. Ainsi, c'est grâce au système POLIX que la fonctionnalité « **police search** » a vu le jour. Police search offre une fonction de recherche simplifiée permettant d'accéder à l'ensemble des informations, y compris les informations non structurées, contenues dans les banques de données de base du pays.

- **Logispol, l'outil de gestion logistique, et le nouveau moteur salarial** sont des solutions avec lesquelles nous initions en interne la modernisation de divers systèmes de gestion de l'organisation policière.

Trajet B : le présent avec le passé

Ces réalisations ne sont « que » le *Trajet B*. Il faut entendre par là que les nouveaux produits et technologies modernes sont encore contraints de tourner sur les systèmes de base actuels (lisez « anciens »). Ces systèmes IT ont entre-temps été améliorés grâce à de petites interventions à faible coût. Toutefois, ces technologies modernes se heurtent aux limitations de cette architecture IT ancienne, qui les empêchent d'atteindre un rendement maximal. Elles ne sont pas encore suffisamment dotées d'intelligence artificielle, la clé ouvrant la voie à une nouvelle dimension (future).

Trajet A : l'avenir passe par i-Police



Cela nous amène au **Trajet A**, qui, avec i-Police, vise à réaliser la **véritable modernisation**. À terme, le trajet A intégrera cette intelligence artificielle. Les systèmes intelligents du futur seront le fer de lance d'une fonction de police guidée par l'information ou « *Intelligence-Led Policing* ». D'où le « i » dans « i-Police ».

La mise en œuvre du *Trajet A* s'étalera sur une seconde période de cinq ans (2020-2025). Elle prévoit les nécessaires remaniement, adaptation et renouvellement en profondeur de la gestion de l'information dans sa globalité, une série d'applications étant âgées de 30 à 40 ans. Les applications policières tournant sur les « anciens systèmes IT » ont vu le jour progressivement et se sont développées au fil du temps mais ne fonctionnent pas (ou plus) selon les principes modernes permettant une exploitation souple.

Trajet B + Trajet A = Stratégie

La combinaison des Trajets A et B constitue le *programme stratégique « Information policière & ICT »*. Toutes les étapes du Trajet B provisoire sont mises à l'épreuve à la lumière de l'ensemble du Trajet A. Nous tentons en permanence de réaliser des *quick-wins* et cherchons des manières de réemployer au maximum les solutions actuelles dans le futur.

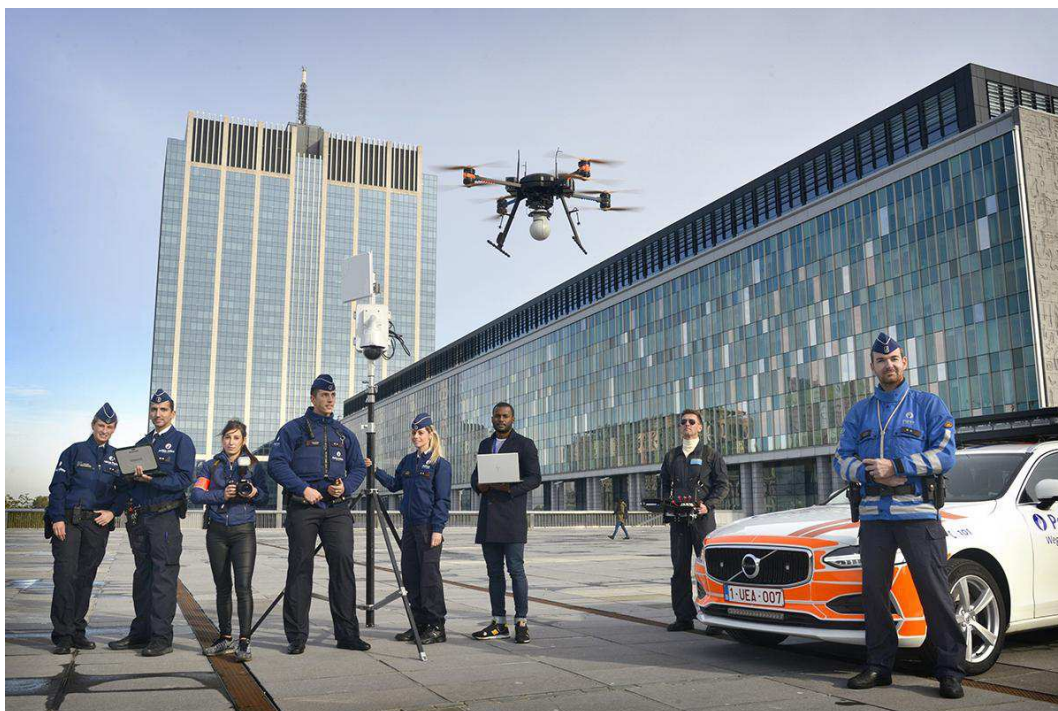
Au terme d'une étude approfondie du marché commercial de l'IT et des applications « prêtes à l'emploi », un dialogue concurrentiel s'est engagé avec ce marché. Nous espérons, maintenant que le marché de l'IT a pu appréhender les défis de la police belge, nous voir offrir sous peu des solutions de pointe. En cas d'attribution réussie du marché, les premiers résultats devront être visibles dès la fin 2020.

Travail flexible et mobile



Entre-temps, nous continuons à progresser sur la voie de la modernisation. La nouvelle infrastructure IT et les nouvelles normes de développement nous ont permis, entre autres, de lancer l'application web GALoP Lite via Portal Lite. Cette dernière permet d'effectuer une partie de l'administration personnelle, comme l'enregistrement des prestations de service à domicile et non plus nécessairement au bureau. Cela signifie : plus de flexibilité pour les travailleurs et plus de bien-être.

Enfin, avec la mise en œuvre de FOCUS@GPI, une **étape cruciale du programme stratégique** a été réalisée. Le lancement de FOCUS@GPI marque aussi le coup d'envoi d'i-Police. Grâce à son interconnexion avec POLIX, FOCUS@GPI permet d'accéder à toutes les informations policières via un smartphone. Pour la première fois dans l'histoire de la police belge, le « travail policier » mobile a ainsi été généralisé.



Police Fédérale

✉ federal.contactcenter@police.belgium.eu

🌐 www.policefederale.be

Archives

[Rapport annuel 2017](#)

[Rapport annuel 2016](#)

Choix des langues

[Nederlands](#)

[Français](#)

Copyright ©2019 | Designed by [Police Fédérale](#)





La Police Fédérale, une organisation

[Home](#) / La Police Fédérale, une organisation

- Les membres du personnel constituent la richesse d'une organisation. La Police Fédérale sensu stricto emploie au total 12 103 personnes, dont 9 169 membres du cadre opérationnel et 2 934 membres du personnel civil (CALog).
- Chaque année, la Police Fédérale fournit des moyens (uniformes, équipements, etc.) aux personnes sur le terrain : nous avons ainsi acheté des armes pour 2 577 238 euros et du matériel pour 18 915 426 euros.
- L'an dernier, 3 495 véhicules étaient en service à la Police Fédérale.



[Notre personnel](#)



[Notre infrastructure](#)



[New Way of Working](#)



[Notre matériel](#)



[Notre budget](#)

Police Fédérale

✉ federal.contactcenter@police.belgium.eu
 🌐 www.policefederale.be

Archives

[Rapport annuel 2017](#)
[Rapport annuel 2016](#)

Choix des langues

[Nederlands](#)
[Français](#)

Copyright ©2019 | Designed by [Police Fédérale](#)



[Home](#) / [Organisation](#) / Notre personnel

Notre personnel

La Police Fédérale emploie au total 12 103 personnes, dont 9 169 membres du cadre opérationnel (Ops) et 2 934 membres du personnel civil (CAlLog).

Effectif de la Police Fédérale au 31 décembre 2018*

		Hommes	Femmes	Total
Cadre opérationnel	Commissaire divisionnaire	181	20	201
	Commissaire	968	116	1 084
	Inspecteur principal	2 325	363	2 688
	Inspecteur	4 089	1 082	5 171
	Agent de police	10	15	25
Cadre administratif et logistique	Niveau A	260	423	683
	Niveau B	340	440	780
	Niveau C	402	669	1 071
	Niveau D	238	162	400
Total		8 813	3 290	12 103

*Ces chiffres représentent le personnel des trois directions générales et du Commissariat général de la Police Fédérale, à l'exclusion des membres de la nouvelle direction DAB et des membres du personnel engagés sur les crédits du Fonds de la sécurité routière. Ne sont pas non plus compris dans ces chiffres : le personnel prévu par financement alternatif (détachés auprès des Comités P et R, etc.), le personnel d'entretien, les aspirants, le personnel du secrétariat social (SSGPI), le personnel de l'Horeca, le personnel de l'Inspection générale (AIG) et de l'Organe de contrôle de l'information policière (COC), les membres du personnel détachés de la Police Locale contre paiement, le personnel des Secrétariats Administratifs et Techniques (SAT), de l'Organe de coordination pour l'analyse de la menace (OCAM) et du SHAPE, ainsi que les membres du personnel ayant opté pour une non-activité préalable à la pension.

La nouvelle Direction de la sécurisation (DAB) a pris forme en 2018. À terme, cette direction emploiera 1 600 membres du personnel. Au 31 décembre 2018, la DAB comptait un effectif de 270 membres du personnel :

- 177 agents de sécurisation de police (un nouveau grade à la Police Fédérale)
- 51 inspecteurs principaux
- 15 commissaires
- 2 commissaires divisionnaires
- 25 collaborateurs du cadre administratif et logistique

Au 1er janvier 2019, 387 assistants de sécurisation et 4 coordinateurs de sécurisation provenant du Corps de sécurité du Service Public Fédéral Justice ont intégré la DAB.

“La police est l'un des principaux employeurs du pays. Il est important que nous nous positionnions judicieusement dans la 'guerre des talents'.”

PREMIER COMMISSAIRE DIVISIONNAIRE PAUL PUTTEMAN

*Ex- directeur générale la Direction générale
de la gestion des ressources et de l'information*



Activités du Service médical au profit de la Police Intégrée

Le Service de la médecine du travail se charge de la surveillance de la santé des travailleurs. Il est composé de médecins du travail et de personnel soignant formé et qualifié.

Consultations

- Contrôle et conseil * : 10 052
- Curative : 11 893

- Missions opérationnelles : 334
 - Prises en charge d'urgence : 118
 - Total par centre médical provincial (CMP) : 22 487
- * Les consultations de contrôle et de conseil sont effectuées par les mêmes médecins; il n'y a pas de distinction entre les deux.

Activités du Stressteam au profit de la Police Fédérale

Interventions/conversations* pour problématique psychosociale

Types de problématique	Nombres d'interventions
Intervention de crise	247
Débriefing émotionnel	15
Trauma	217
Burn-out	422
Dépression	164
Violence contre les policiers	35

* Une intervention équivaut à un rendez-vous ou à une longue conversation téléphonique.

Le Stressteam de la Police Fédérale travaille au profit de la Police Intégrée, donc à la fois pour la Police Fédérale et la Police Locale. De nombreuses zones de la Police Locale disposent également de leur propre Stressteam ou collaborent avec des services de prévention externes et/ou des équipes d'assistance provinciales. C'est pourquoi les chiffres sont moins élevés pour la Police Locale : 54 interventions de crise, 30 débriefings émotionnels, 42 interventions en cas de traumatisme, 21 pour burn-out, 3 pour dépression et 20 o,terventions pour violence contre les policiers.



“Se sentir bien dans sa peau est essentiel, y compris au travail. C’est pourquoi, en 2018, après ces années lourdes et difficiles, une vaste enquête visant les aspects psychosociaux a été menée auprès des membres du personnel. L’employeur porte en effet une responsabilité importante en la matière, mais il en est de même de chaque membre du personnel.”



PREMIER COMMISSAIRE DIVISIONNAIRE MARK DE MESMAEKER
Commissaire général de la Police Fédérale

Activités vétérinaires au profit de la Police Intégrée

Consultations pour les chiens de la Police Fédérale	443
Consultations pour les chiens de la Police Locale	180
Consultations pour les chevaux	5 784
Consultations externes pour les chevaux réformés*	171
Total	6 578

*Les chevaux réformés sont les chevaux "retraités" qui, ne pouvant plus être engagés dans des missions, sont hébergés chez des personnes qui veillent sur eux pour leur retraite. Ils restent toutefois de la propriété de la Police Fédérale.

Bien-être et prévention (CGWB) au profit de la Police Fédérale

Formations et sensibilisations au profit de la Police Fédérale

Dénomination	Sessions	Participants
Formation "personne de confiance"	2	32
Recyclage et supervision des personnes de confiance	7	97
Sensibilisation Middle Management	2	40
Journée internationale de la sécurité et de la santé au travail	1	120
Sensibilisation aux risques psychosociaux	6	120
Total	18	409

Dossiers individuels concernant les aspects psychosociaux de la Police Fédérale

134 membres du personnel de la Police Fédérale ont introduit une demande d'assistance psychosociale auprès des personnes de confiance et des conseillers en prévention spécialisés.

Procédures informelles*	
Entretiens	83
Interventions auprès d'un tiers	28
Conciliations	13
Sous-total	124
Procédures formelles**	
Harcèlement moral au travail	6
Harcèlement sexuel au travail	2
Autres risques psychosociaux	2
Sous-total	10
Total	134

* Les interventions informelles ont pour but de rétablir un climat de travail serein en conseillant le travailleur concerné, en le recevant en entretien pour l'accompagner dans la résolution de sa problématique, en intervenant auprès d'un tiers impliqué dans la problématique (collègue, chef) ou en organisant une conciliation.

** En cas de procédure formelle, les risques psychosociaux identifiés dans la situation sont décrits dans un rapport à l'employeur et des mesures de prévention et de protection sont proposées afin de résoudre le problème mentionné dans la demande et d'éviter qu'il se reproduise.

Sécurité du personnel

Le service Safety assure les missions liées au domaine de la sécurité au travail. À cet effet, le service est composé de conseillers en prévention sécurité.

Actions	
Avis rendus (sur les lieux de travail, formations, accidents de travail et incidents de travail*)	434
Visites des lieux de travail	289
Analyses des risques : - Participer à l'identification des dangers - Donner un avis sur les résultats de l'analyse - Donner un avis et formuler des propositions sur la rédaction, la mise en œuvre et l'adaptation du plan global de prévention et du plan d'action annuel	186

Actions

Avis achats de matériel :

92

- Rendre un avis lors du choix, de l'achat, de l'utilisation et de l'entretien des équipements de travail et des équipements de protection individuels (EPI)

*Un accident de travail implique qu'il y ait une possibilité d'incapacité de travail alors qu'un incident implique un événement ou un dysfonctionnement n'entraînant pas de blessure.

L'hommage aux policiers tombés en service

Le commissaire général de la Police Fédérale, Marc De Mesmaeker, et le président de la Commission permanente de la Police Locale, Nicholas Paelinck, ont inauguré le 7 décembre 2018, au Polis Center, une plaque commémorative en hommage aux policiers tombés en service. La cérémonie, organisée en présence des familles des policiers décédés, coïncidait symboliquement avec le 20^e anniversaire de la loi sur la Police Intégrée, qui date du 7 décembre 1998.

Commémoration 2018 - Eerbetoen 2018



Police Fédérale

✉ federal.contactcenter@police.belgium.eu

🌐 www.policefederale.be

Archives

[Rapport annuel 2017](#)

[Rapport annuel 2016](#)

Choix des langues

[Nederlands](#)

[Français](#)

Copyright ©2019 | Designed by [Police Fédérale](#)



🚔 Notre matériel

- Chaque année, la Police Fédérale fournit du matériel et des équipements au personnel de terrain : nous avons ainsi dépensé 2 577 238 euros pour l'acquisition d'armes et 18 915 426 euros pour l'achat d'équipements.
- La Police Fédérale dispose de 3 495 véhicules.

Véhicules

Véhicules achetés en 2018

Véhicules anonymes		137
Véhicules portant le logo de la police		353
• dont des véhicules d'assistance et de patrouille au profit direct des zones de police à partir du Budget Fonds de Sécurité	36	
• dont des véhicules sur budget spécial DAB ...non récurrent	101	
• dont des véhicules sur budget IDP-Terro...non récurrent	25	
Véhicules lourds (> 3,5 tonnes, dont des bus, des blindés, des arroseuses...)		8
Véhicules hybrides		3
Total		501*

* Le total de 501 véhicules n'est pas comparable aux autres années car 152 véhicules ont été achetés via des budgets exceptionnels, en particulier pour la Direction de la sécurisation (DAB) et l'IDP-Terro.

Total de véhicules opérationnels à la Police Fédérale

Véhicules anonymes (Corps de sécurité non compris car seulement depuis le 01-01-2019)	2 258
Véhicules portant le logo de la police	1 151
Véhicules lourds	86
Total	3 495



Armes et de munitions

Armes et munitions achetés*	€
113 armes individuelles	43 749 euros
Munitions	747 794 euros
Gaz lacrymogène	75 796 euros
1 407 matraques + accessoires	142 350 euros
2 971 peppersprays + accessoires	45 748 euros
Accessoires	150 444 euros

* non comptabilisées : Unités spéciales (DSU) et Académie nationale de police (ANPA)

Technoprévention (DRL-RE-SECURITY)

- Dossiers au profit de la Police Fédérale : 76
- Dossiers au profit de la Police Locale : 19
- Gestion des cartes de légitimation et d'identification des membres de la police (DRL-RE-SECURITY/CARDS) :
 - 2 529 cartes confectionnées
 - 892 Police Fédérale
 - 1 637 Police Locale

En matière de technoprévention, la Police Fédérale fournit un appui spécifique au SPF Affaires étrangères dans le cadre du contrat pour l'achat et la production des futurs passeport belges. Elle remet également des avis de sécurité au profit du Centre pour la Cybersécurité Belgique (CCB).

Police Fédérale

✉ federal.contactcenter@police.belgium.eu

🌐 www.policefederale.be

Archives

[Rapport annuel 2017](#)

[Rapport annuel 2016](#)

Choix des langues

[Nederlands](#)

[Français](#)

Copyright ©2019 | Designed by [Police Fédérale](#)



[Home](#) / [Organisation](#) / Notre infrastructure

Notre infrastructure

- La Régie des bâtiments a dépensé 72 410 593 euros au profit de la Police Fédérale, notamment pour :
 - des projets d'investissement (22 043 395 euros)
 - l'entretien des infrastructures (3 771 799 euro)
 - la location d'infrastructures (44 547 826 euros)
 - des frais divers tels que des taxes (2 047 573 euros)
- La Police Fédérale a consacré 15 542 458 euros à :
 - de l'énergie (électricité, gaz, eau, mazout) (8 684 410 euros)
 - des frais d'entretien et d'aménagement ainsi qu'à la location des infrastructures (6 858 048 euros)

Au total, la Police Fédérale compte 140 bâtiments répartis sur l'ensemble du territoire.



**Police
de la Route**



**DCA
PJF**
Direction
de coordination et d'appui
Police Judiciaire Fédérale



**Police
des Chemins de Fer**



**Police
Aéronautique**



**Police
de la Navigation**

Police Fédérale

✉ federal.contactcenter@police.belgium.eu
 🌐 www.policefederale.be

Archives

[Rapport annuel 2017](#)
[Rapport annuel 2016](#)

Choix des langues

[Nederlands](#)
[Français](#)

Copyright ©2019 | Designed by [Police Fédérale](#)





[Home](#) / [Organisation](#) / Notre budget

Notre budget

Le budget de la Police Fédérale et du fonctionnement intégré, d'une valeur de 2 036 586 000 euros (hors crédits Terro), s'articule autour de trois axes principaux:

- la Police Fédérale proprement dit
- la Police Intégrée (GPI)
- la Police Locale

Il est ventilé en cinq catégories :

- personnel
- fonctionnement
- investissement
- dotations
- subventions.

	Police Fédérale	Police Intégrée (GPI)	Police Locale	Total
Personnel	756 700 000	103 759 000	-	860 459 000
Fonctionnement	91 580 000	70 673 000	-	162 253 000
Investissement	27 025 000	13 633 000	-	40 658 000
Dotations	-	-	915 640 000	915 640 000
Subventions	1 170 000	13 986 000	42 420 000	57 576 000
Total	876 475 000	202 051 000	958 060 000	2 036 586 000

L'existence de ces catégories impacte directement la flexibilité du budget étant donné l'impossibilité de convertir celles-ci. Par ailleurs, il est à noter que ces trois axes devraient évoluer de manière identique afin que la Police Fédérale ait les moyens nécessaires pour exécuter ses missions légales et ses missions d'appui vis-à-vis de la Police Locale.

Le financement européen, un levier pour davantage de moyens

La Police Fédérale a demandé avec succès des subventions européennes pour 17 de ses propres projets. Ces subventions représentent un montant de plus de 15 millions d'euros sur un montant total de 20,2 millions d'euros pour l'ensemble des projets.

Plusieurs de ces projets visent à optimiser le processus de contrôle aux frontières, notamment grâce à l'installation de nouveaux équipements de contrôle performants et de nouveaux portiques électroniques.

Ces projets seront réalisés en étroite collaboration avec, entre autres, les exploitants des aéroports concernés. De plus, un projet de conception d'un nouveau véhicule d'intervention pour les Unités spéciales, en collaboration avec la police de Charleroi et la police luxembourgeoise, sera également lancé prochainement.

La Police Fédérale a en outre soutenu avec succès la zone de police d'Anvers et le Centre de crise de l'Intérieur dans leurs demandes de subventions européennes. Les projets Skyfall et Pericles (zone de police d'Anvers) et Bullseye (Centre de crise) se sont vu attribuer ensemble 5,35 millions d'euros de subventions européennes.

Enfin, la Police Fédérale joue également le rôle de partenaire dans des projets d'acteurs extérieurs financés par l'Europe, tels que le projet COPKIT de l'Agence espagnole de défense et le projet AVIATOR mené par une société informatique néerlandaise, qui lutte contre les abus d'enfants sur Internet.

En 2018, la Police Fédérale est devenue partenaire dans cinq projets ; les rémunérations perçues en échange de prestations et d'expertise, par exemple, représentaient une subvention totale de 440 000 euros.



Police Fédérale

✉ federal.contactcenter@police.belgium.eu
🌐 www.policefederale.be

Archives

[Rapport annuel 2017](#)
[Rapport annuel 2016](#)

Choix des langues

[Nederlands](#)
[Français](#)

Copyright ©2019 | Designed by [Police Fédérale](#)



[Home](#) / [Organisation](#) / New Way of Working

New Way of Working (NWOW)

La police se digitalise! La Police Intégrée dispose au total de 52 000 licences Microsoft Office 365, ce qui en fait le plus gros client de Microsoft en Belgique.

12 % des 29 000 utilisateurs de Yammer publient quotidiennement des messages sur ce produit de la suite Office 365.

Microsoft Teams est une application qui permet de créer, partager et collaborer en équipe à partir d'un ordinateur, d'une tablette ou d'un téléphone portable. Elle comptait, fin 2018, 10 000 utilisateurs et 1 800 groupes actifs au sein de la Police Intégrée. La police belge est par ailleurs la n°1 mondiale des institutions publiques en matière d'utilisation de la version mobile de Teams. Ces données démontrent la volonté de collaborer qui existe au sein de la Police Intégrée.

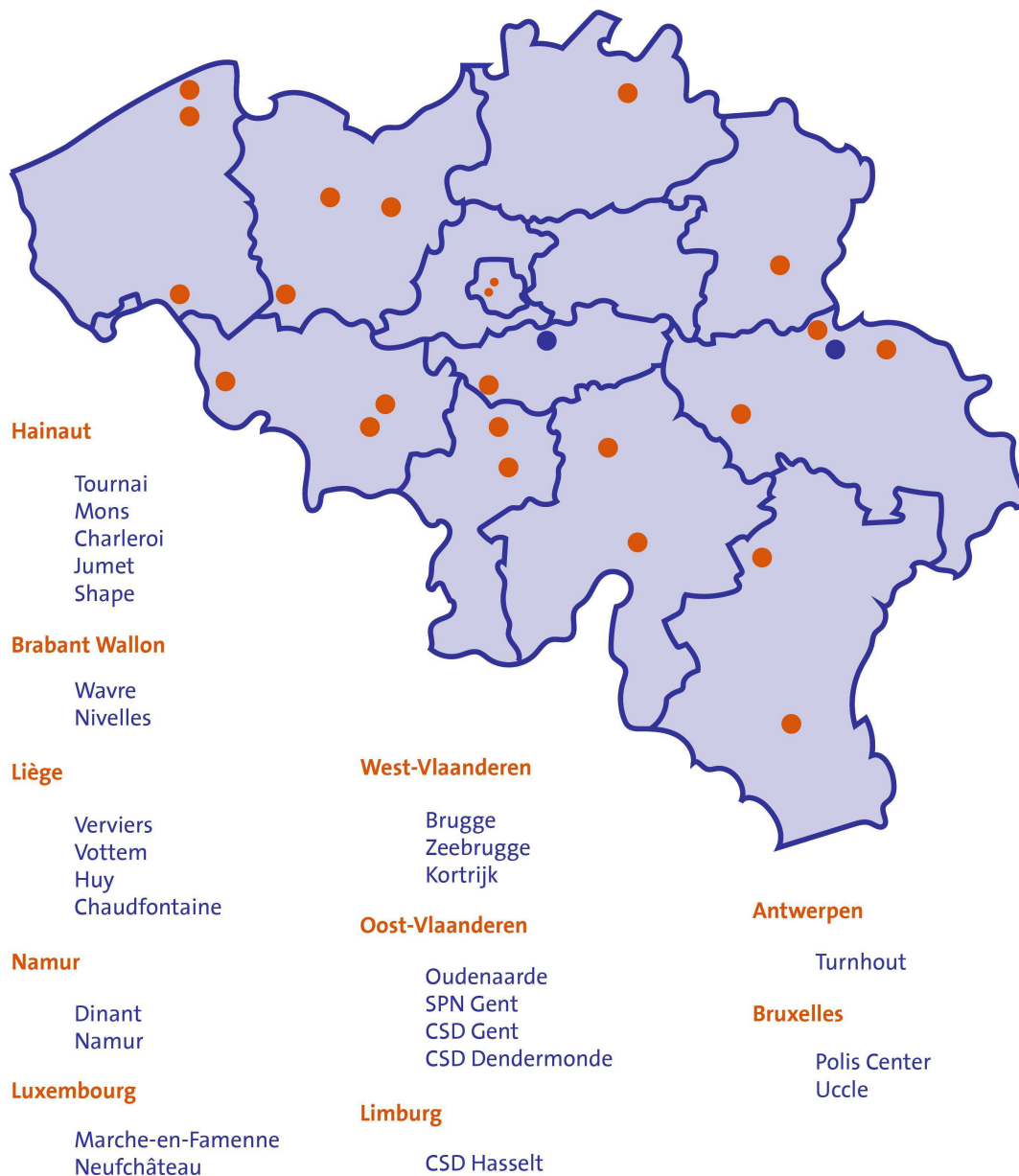


À domicile ou dans des bureaux satellites

Les membres du personnel de la Police Fédérale ont également la possibilité de travailler occasionnellement à domicile ou dans un bureau satellite. Le fait de pouvoir effectuer un travail de bureau en dehors du lieu habituel de travail - chez soi, plus près de son domicile ou lors d'une mission spécifique -, permet aux membres du personnel de bénéficier de conditions de travail plus souples, ce qui est perçu comme positif. Les jours de travail à domicile, ils peuvent entre autres éviter les trajets, parfois très longs.

En 2018, l'ensemble des membres du personnel ont totalisé 133 105 heures de travail à domicile ou dans un bureau satellite. Cela représente 0,6 % du nombre total d'heures de travail (soit 22 141 841 heures).

25 bureaux satellites, répartis sur l'ensemble du territoire et sis au sein de l'infrastructure de la Police Fédérale et de la Police Locale, sont à la disposition des membres du personnel.



Success Story

Du progrès grâce au partenariat public-privé avec Microsoft

Grâce à nos contacts intensifs avec Microsoft et à son approche "agile" des projets, l'entreprise est à l'écoute des besoins et des attentes de la Police Intégrée. Microsoft adapte ses priorités en conséquence et nous guide dans le processus d'implémentation de solutions et dans l'adoption des outils par les utilisateurs. Grâce à son soutien, nous pouvons fournir des outils de travail sécurisés qui améliorent la collaboration et la communication au sein de l'organisation. Par-dessus tout, nous sommes en mesure de permettre à notre personnel de travailler de manière mobile.



Police Fédérale

✉ federal.contactcenter@police.belgium.eu
🌐 www.policefederale.be

Archives

[Rapport annuel 2017](#)
[Rapport annuel 2016](#)

Choix des langues

[Nederlands](#)
[Français](#)

Copyright ©2019 | Designed by [Police Fédérale](#)





La police comme employeur

[Home](#) / La police comme employeur

- 2 491 candidats ont réussi leurs tests d'admission.
- Une campagne de recrutement et de sélection a été lancée grâce à un éventail d'outils marketing.



[Recrutement & sélection](#)



[Formation](#)

Police Fédérale

✉ federal.contactcenter@police.belgium.eu

🌐 www.policefederale.be

Archives

[Rapport annuel 2017](#)

[Rapport annuel 2016](#)

Choix des langues

[Nederlands](#)

[Français](#)

Copyright ©2019 | Designed by [Police Fédérale](#)



[Home](#) / [La police comme employeur](#) / Recrutement & sélection

Recrutement & sélection au profit de la Police Intégrée

"Nous avons entamé la réforme de notre processus de sélection et de recrutement ; nous entendons l'accélérer et le simplifier à l'avenir. En tant qu'organisation policière, nous voulons attirer une grande diversité de talents issus de toutes les couches de la population. L'objectif ultime étant de recruter le meilleur candidat/collègue pour chaque emploi."



PREMIÈRE CONSEILLÈRE DOMINIQUE VAN RYCKEGHEM

Directrice générale a.i. de la Direction générale
de la gestion des ressources et de l'information

	Externe	Interne	Total
Candidats pour le cadre opérationnel*	17 654	1 326	18 980
Lauréats pour le cadre opérationnel*	1 802	689	2 491
Candidats pour le cadre administratif et logistique	8 227	1 587	9 814
Lauréats pour le cadre administratif et logistique	1 552	54	1 606
Total	29 235	3 656	32 891

*Les candidats d'une année ne sont pas nécessairement les lauréats de cette même année.

2 021



Dossiers médicaux traités par la
médecine du travail

4 845



Candidats screenés

Outils marketing	Total
Brochures et dépliants	40 000
Connexions via les messages privés de Facebook	2 925
Formations dans les zones de police	9
Journées d'information dans les écoles de police	8
Followers sur la page Facebook de Jobpol	28 452
Événements de recrutement (séances d'information, bourses à l'emploi, etc.)	293
Présence à d'autres événements (festivals, événements sportifs, etc.)	432

CALogs à la police



Police Fédérale

✉ federal.contactcenter@police.belgium.eu
🌐 www.policefederale.be

Archives

[Rapport annuel 2017](#)
[Rapport annuel 2016](#)

Choix des langues

[Nederlands](#)
[Français](#)

Copyright ©2019 | Designed by [Police Fédérale](#)



[Home](#) / [La police comme employeur](#) / Formation au profit de la Police Intégrée

- Sur les plus de 68 000 personnes formées, 60 000 ont suivi une formation continuée. Ces formations permettent de rafraîchir ou d'actualiser ses aptitudes et ses connaissances, mais aussi d'acquérir de nouvelles compétences.
- Par ailleurs, 258 personnes ont réussi la nouvelle formation "agents et assistants de sécurisation" (DAB). 142 autres sont toujours en formation.



Formation au profit de la Police Intégrée

La formation de base

	Sessions*	Personnes formées**
Agent de police	4	90
Inspecteur	23	1 136
Inspecteur recrutement direct zone de police Anvers	3	137
Inspecteur principal	10	385
Inspecteur principal spécialisé	2	23
Formation préparatoire pour le cadre moyen	2	39
Commissaire	4	110
Formation préparatoire pour le cadre officier	2	33
Formation accélérée promotion sociale agent vers inspecteur	4	99
Cadre agents & assistants de sécurisation de police (DAB)	21	414

* Il s'agit du nombre de sessions qui ont débuté en 2018.

** Les chiffres reprennent le nombre de personnes ayant commencé leur formation de base en 2018.

Clip formation Aspirants Jurbise - FR



Nombre total de personnes formées

Écoles	Personnes formées*
ANPA (Berg, Bruxelles, Gand, Jumet, Vottem, Wilrijk)	23 778

Écoles	Personnes formées*
Académie de police de Namur	3 918
APPH (Jurbise)	5 849
Campus VESTA (Anvers)	6 625
École de police de la province de Liège	4 224
ERIP-GIP (Bruxelles, Brussel)	5 532
PAULO (Gand)	6 182
PIVO (Asse)	4 040
PLOT (Limbourg)	3 214
WPS (Zedelgem)	4 757
Total	68 119

* Pour les formations de base, les chiffres reprennent le nombre de personnes ayant commencé leur formation en 2018. Pour les autres formations (de promotion, continuées, fonctionnelles, certifiées), il s'agit du nombre de personnes ayant terminé leur formation en 2018.

Formations Dossin

Le projet "Holocauste, police et Droits de l'Homme" a été officiellement lancé avec Kazerne Dossin le 27 janvier 2014, 69 ans jour pour jour après la libération d'Auschwitz. Grâce à cet accord de coopération, tous les membres du personnel de la Police Intégrée peuvent s'inscrire à une formation d'un jour. Elle sensibilise les policiers aux dilemmes en matière de droits humains.

Formations	Sessions	Personnes formées
Utilisateurs	93	1 636*
Dirigeants	2	23

*dont 804 aspirants de la formation de base



Success Story

Étude d'impact : cette formation a porté ses fruits !

La formation a été optimisée à la suite d'une étude menée par une équipe de chercheurs de la Vrije Universiteit Brussel à la demande de Kazerne Dossin. Il ressort de cette étude d'impact que la formation « Holocauste, police et Droits de l'Homme » agit indéniablement sur ses participants : ils se montrent plus intègres quand ils sont confrontés à certains cas, ils sont plus enclins à entreprendre eux-mêmes des actions quand un collègue fait un écart de conduite et ils se montrent moins autoritaires et ont moins de préjugés ethniques. Ils se sentent également davantage liés à la police.



Formations en coopération policière internationale

Belgique-Pays-Bas

À l'instar de la région Gand/Pays-Bas (phase I), la formation « Zonder zorgen de Grens over » a été dispensée dans la région Anvers/Pays-Bas (phase II) en partenariat avec l'académie de police néerlandaise et sous l'égide du Secrétariat Benelux. Cette séance Train the Trainer de trois jours pour les formateurs « Coopération policière transfrontalière » s'inscrit dans l'objectif à long terme de familiariser les policiers de première ligne de la région frontalière des Pays-Bas avec leurs compétences et les limites de celles-ci dans les cas où ils doivent intervenir inopinément dans le pays voisin. Les formateurs et les participants à la formation sont des policiers belges mais aussi néerlandais. Il est prévu de passer à la phase III dans la région Limbourg/Pays-Bas en 2019.

Belgique-France

Les premiers accords pour organiser une formation phasée similaire dans la région frontalière avec la France ont été conclus au sein d'un groupe de travail avec les services de police français. Ils ont également été soumis aux écoles de police agréées via le comité technique de l'ANPA.

Echange d'informations et signalements internationaux

La formation « Échange international d'informations et signalements internationaux (end user) », proposée par le département Information policière de l'Académie nationale de police (ANPA) en 2018, a été mise au point par des experts de la Direction de la coopération policière internationale (CGI) en collaboration avec les formateurs dans cette matière complexe. Elle offre également une réponse aux recommandations de la commission d'enquête parlementaire du 22 mars 2016 et à la commission d'évaluation Schengen.

Police Fédérale

✉ federal.contactcenter@police.belgium.eu

🌐 www.policefederale.be

Archives

[Rapport annuel 2017](#)

[Rapport annuel 2016](#)

Choix des langues

[Nederlands](#)

[Français](#)

Copyright ©2019 | Designed by [Police Fédérale](#)

